RAPPORT ANNUEL 2019

SOMMAIRE

8
NOTRE CARTE DES MISSIONS EN 2019

12
NOS DOMAINES D'EXPERTISE

18
L'ACTUALITÉ DE NOS MISSIONS

20 AFRIQUE
40 MOYEN-ORIENT

46 ASIE
54 CARAÏBES ET AMÉRIQUE LATINE

60
EUROPE

64
LOGISTIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION

66
RECHERCHE, INNOVATION ET APPRENTISSAGE

70
FINANCES

73
PLAIDOYER

77
ACTION CONTRE LA FAIM FRANCE

ACTION CONTRE LA FAIM

RAPPORT ANNUEL 2019

AVANT-PROPOS

NOS VALEURS

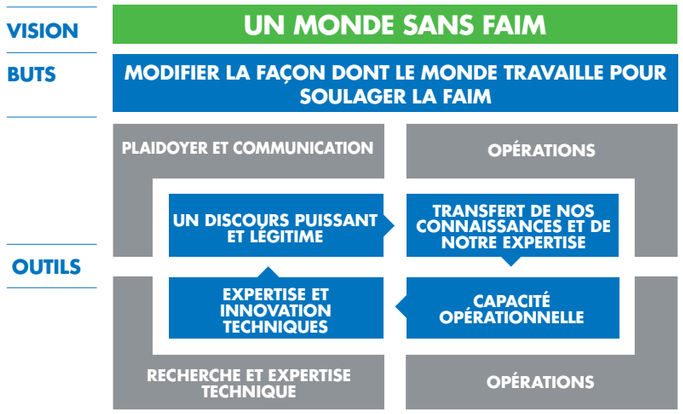
PARTOUT OÙ NOUS INTERVENONS, NOUS RESPECTONS LES PRINCIPES SUIVANTS :

- INDÉPENDANCE
- NEUTRALITÉ
- NON-DISCRIMINATION
- ACCÈS LIBRE ET DIRECT AUX VICTIMES
- PROFESSIONNALISME
- TRANSPARENCE

NOS OBJECTIFS

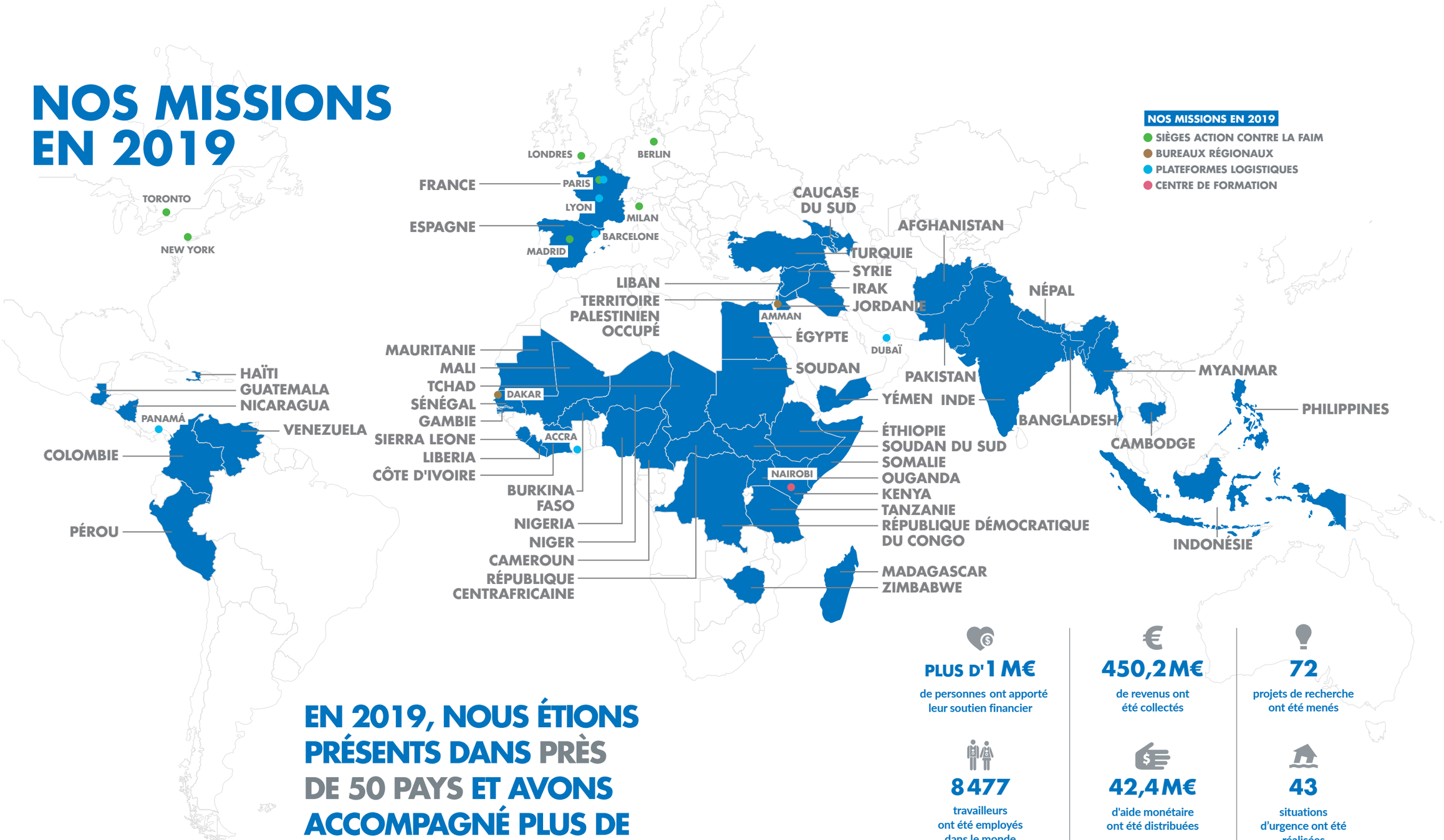
Notre plan stratégique international 2016-2020 donne, jusqu'en 2020, un cadre aux opérations que nous effectuons. Il s'est fixé trois grands buts : atténuer les conséquences de la faim ; s'attaquer aux causes de la faim ; et modifier la façon dont la faim est perçue et traitée. Ces objectifs contribuent à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, parmi lesquels on compte la lutte contre la faim, la santé et le bien-être, l'égalité entre les sexes, et l'accès à l'eau propre et à l'assainissement. Ces quatre Objectifs de développement durable s'insèrent dans le Plan stratégique 2016-2020 de notre organisation internationale.

- **OBJECTIF MONDIAL 2 - FAIM « ZÉRO »**
  Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
- **OBJECTIF MONDIAL 3 - BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**
  Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.
- **OBJECTIF MONDIAL 5 - ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES**
  Assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles.
- **OBJECTIF MONDIAL 6 - EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT**
  Assurer la disponibilité et la pérennité de la gestion de l'eau et de l'assainissement pour tous.



Nos objectifs s'insèrent dans la théorie du changement prônée par notre réseau. Il s'agit d'un guide général sur la façon dont nous pouvons contribuer à un monde sans faim. La théorie du changement souligne quatre approches interconnectées dont nous croyons fermement qu'elles sont à la base de tout changement dans la vie des personnes touchées par la faim.

NOS MISSIONS EN 2019



EN 2019, NOUS ÉTIONS PRÉSENTS DANS PRÈS DE 50 PAYS ET AVONS ACCOMPAGNÉ PLUS DE 17 MILLIONS DE PERSONNES

PLUS D'1 M€
de personnes ont apporté leur soutien financier

450,2 M€
de revenus ont été collectés

72
projets de recherche ont été menés

8 477
travailleurs ont été employés dans le monde

42,4 M€
d'aide monétaire ont été distribuées

43
situations d'urgence ont été réalisées

1 505
membres du personnel ont reçu une formation à la sécurité

146,5 M€
de volume global de chaîne d'approvisionnement a été distribué

10
incidents de sécurité très graves ont eu lieu

NOS OBJECTIFS

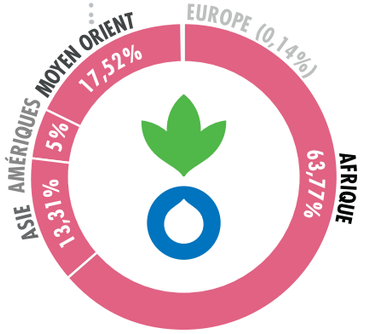
La volonté d'Action contre la Faim d'éradiquer la faim dans le monde se traduit par une grande variété d'interventions humanitaires et de développement allant des moyens d'existence à la nutrition, en passant par le plaidoyer et la recherche.

Nos actions se concentrent sur un soutien immédiat pour sauver des vies, prévenir les causes de la sous-nutrition, atténuer les facteurs qui contribuent à la crise et fournir des initiatives de développement et des solutions durables.

En 2019, Action contre la Faim est intervenue dans 47 pays à travers le monde, en apportant son aide dans les secteurs nutrition et santé, eau, assainissement et hygiène, sécurité alimentaire et des moyens d'existence, santé mentale, et gestion des risques et des désastres.

Dans l'ensemble, 40 % des bénéficiaires (6 983 097 personnes) se trouvaient dans les pays les plus touchés, et 60 % (10 453 254 personnes) dans les autres pays où l'organisation intervient.

FIG. 01
Pourcentage de personnes soutenues par Action contre la Faim



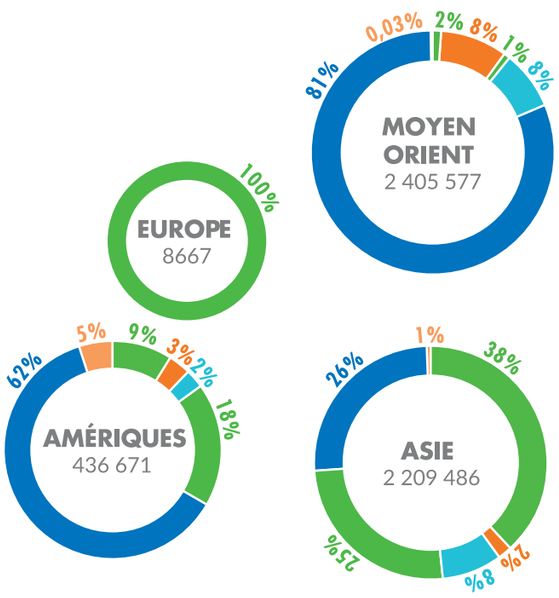


FIG. 02 - 06
Nombre de personnes soutenues par Action contre la Faim par région et répartition des secteurs (%).

- NUTRITION
- EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE
- SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES MOYENS D'EXISTENCE
- SANTÉ MENTALE, PRATIQUES DE SOIN, GENRE ET PROTECTION
- SANTÉ
- GESTION DES RISQUES ET DES DÉSASTRES

NOS DOMAINES D'EXPERTISE

NUTRITION ET SANTÉ

642 364
PERSONNES PRISES EN CHARGE POUR TRAITER LA SOUS-NUTRITION

81 %
DE PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE DE LA MALNUTRITION AIGUË

8,4 MILLIONS DE PERSONNES SOUTENUES

1 951
CENTRES DE SANTÉ

Dépister et traiter la sous-nutrition chez les personnes les plus vulnérables — jeunes enfants, femmes enceintes ou allaitantes — est notre priorité. Nos programmes sont adaptés à la population ciblée ainsi qu'au contexte local. Ils comprennent également une évaluation des besoins sanitaires et nutritionnels des communautés. Les équipes proposent aussi un support aux services de santé pour la délivrance de soins de base, en portant une attention particulière à la formation des travailleurs locaux et au renforcement des systèmes de santé. Notre objectif étant à terme d'assurer l'autonomie des acteurs nationaux dans la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES MOYENS D'EXISTENCE

271 752
PERSONNES ONT REÇU DE L'ARGENT

18 194
TONNES D'AIDE ALIMENTAIRE FOURNIES

2,4 MILLIONS DE PERSONNES SOUTENUES

252
PROJETS MENÉS

Lors d'urgences, notre priorité est de prévenir la sous-nutrition et les situations de famine via des distributions de vivres et des interventions monétaires, alors que le soutien aux moyens d'existence réduit le risque de dépendance à l'aide et amorce le retour vers l'autonomie. Les actions de soutien à l'agriculture et l'élevage, les activités génératrices de revenus, les appuis aux commerçants et marchés, etc., assurent la reprise durable des activités économiques et sociales et visent une alimentation nutritive et équilibrée des populations fragilisées. Nous travaillons également en coordination avec d'autres acteurs afin d'être plus efficaces.

SANTÉ MENTALE, PRATIQUES DE SOIN, GENRE ET PROTECTION

229
PROJETS MENÉS

88 %
DES INDIVIDUS AYANT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NUTRITION DU NOURRISSON ET DU JEUNE ENFANT ONT REÇU UN SOUTIEN PRÉVENTIF

416 086 PERSONNES SOUTENUES

13 112
PERSONNES ONT REÇU UN KIT DE SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOINS INFANTILES

En santé mentale et pratiques de soins infantiles, nous visons à mieux intégrer les dimensions humaine, psychologique et culturelle dans les causes de la sous-nutrition pour mieux la prévenir et l'endiguer. Nos interventions sont variées et s'adaptent au contexte, entre soutien à la parentalité et changements de comportement. Dans les situations d'urgence ou d'épidémie, la prise en charge psychosociale des personnes en détresse est indispensable : les équipes les accompagnent pour qu'elles retrouvent des ressources et soient mieux armées face aux situations d'adversité.

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

2,6 MILLIONS
DE KITS D'HYGIÈNE DISTRIBUÉS

13 256
POINTS D'EAU AMÉLIORÉS

5,6 MILLIONS DE PERSONNES SOUTENUES

1,8 MILLION
DE MÈTRES CUBES D'EAU FOURNIS

La sécurité nutritionnelle passe par un accès constant et suffisant à une eau potable, à des pratiques d'hygiène adéquates ainsi qu'à des infrastructures d'assainissement appropriées. Nos interventions en eau, assainissement et hygiène représentent alors une priorité absolue et immédiate en situation d'urgence humanitaire — conflit, déplacement de population, catastrophe naturelle —, soit dans 43,6 % de nos projets, qui sont les suivants : eau potable délivrée par camions, latrines d'urgence et gestion des excréments, contrôle des épidémies. Autant d'interventions qui complètent les projets d'appui à la coordination sectorielle sur les besoins majeurs.

GESTION DES RISQUES ET DES DÉSASTRES

40 122
PERSONNES ONT REÇU UNE FORMATION EN RÉDUCTION ET GESTION DES RISQUES ET DES DÉSASTRES

60
PROJETS MENÉS

215 666 PERSONNES SOUTENUES

La gestion des risques et des désastres et l'adaptation au changement climatique permettent de préparer, atténuer et adapter les populations aux chocs inévitables.

PLAIDOYER

DÉFENDRE LES PRINCIPES HUMANITAIRES ET ÊTRE FORCE DE PROPOSITION SUR LES ENJEUX INTERNATIONAUX HUMANITAIRES.

MILITER POUR ÉRADIQUER LA FAIM DANS LE MONDE EN OBTENANT LA RECONNAISSANCE DE LA MALNUTRITION AIGUË COMME ENJEU MAJEUR DE SANTÉ PUBLIQUE ET EN AGISSANT SUR LES CAUSES PROFONDES DE LA FAIM.

Notre plaidoyer a pour vocation d'influencer les décideurs politiques et économiques en mobilisant l'opinion publique afin de provoquer des changements durables des politiques et des pratiques pour éradiquer la faim dans le monde. Nous ciblons particulièrement la malnutrition aiguë sévère, et améliorer la réponse humanitaire aux crises. Nous utilisons notre expérience terrain et notre expertise technique pour influer sur les grandes organisations internationales et les gouvernements du Nord et du Sud. Le but ? Les faire s'engager plus fortement dans la lutte contre la faim et permettre la mise en œuvre d'une aide humanitaire efficace et respectant les principes d'action que nous défendons.

RECHERCHE

La recherche vise à améliorer la qualité de nos interventions par des études quantitatives et qualitatives afin de mieux saisir les causes de la sous-nutrition dans une région donnée, optimiser le diagnostic de la malnutrition aiguë sévère et définir de nouvelles modalités de traitement/prévention de la sous-nutrition.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1 PAS DE PAUVRETÉ
Nous luttons contre les conséquences de la sous-nutrition infantile en assurant le plein développement des capacités des enfants, afin qu'ils soient mieux équipés pour briser le cycle de la pauvreté.

2 FAIM « ZÉRO »
Nous luttons contre les causes et les conséquences de la faim et de la sous-nutrition afin de protéger femmes, hommes et enfants contre cette menace.

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
Nous traitons directement les causes de la sous-nutrition et prévenons la détérioration de l'état nutritionnel, qui peut conduire à des maladies.

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
Nous faisons la promotion de relations de pouvoir plus équilibrées entre les femmes et les hommes et défendons l'autonomisation des femmes et des filles.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Nous cherchons à garantir l'accès à l'eau et à un assainissement de base, nécessaires à la vie et au développement des communautés.

7 ÉNERGIE PROPRE ET ABORDABLE

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Nous faisons la promotion de l'employabilité et de l'entrepreneuriat inclusif.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Nous nous efforçons de mettre fin aux différences et aux injustices qui nous empêchent d'éradiquer la faim dans le monde.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

12 CONSOMMATION RESPONSABLE ET PRODUCTION

13 LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Nous renforçons la résilience des communautés et développons des moyens d'existence durables en tant que préparation aux crises futures.

14 VIE AQUATIQUE

15 VIE TERRESTRE

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
Nous mettons en place toutes les mesures nécessaires pour rompre les liens complexes qui relient la violence à la faim.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Nous cherchons à développer le lien entre la responsabilité sociale des entreprises et le secteur tertiaire dans le but d'atteindre les objectifs du programme 2030.

L'ACTUALITÉ DE NOS MISSIONS EN 2019

AFRIQUE

22
BURKINA FASO
CAMEROUN
CÔTE D'IVOIRE
ÉGYPTE

24
ÉTHIOPIE
GAMBIE
KENYA
LIBERIA

26
MADAGASCAR
MALI

30
MAURITANIE
NIGER
NIGERIA
OUGANDA

34
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
SÉNÉGAL
SIERRA LEONE

MOYEN-ORIENT – ASIE

36
SOMALIE
SOUDAN
SOUDAN DU SUD
TANZANIE

38
TCHAD
ZIMBABWE

42
IRAK
JORDANIE
LIBAN
SYRIE

44
TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ
TURQUIE
YÉMEN

48
AFGHANISTAN
BANGLADESH
CAMBODGE
INDE

CARAÏBES & AMÉRIQUE LATINE

50
INDONÉSIE
MYANMAR
NÉPAL
PAKISTAN

52
PHILIPPINES

56
COLOMBIE
GUATEMALA
HAÏTI
NICARAGUA

58
PÉROU
VENEZUELA

EUROPE

62
CAUCASE DU SUD
ESPAGNE
FRANCE

AFRIQUE

22
BURKINA FASO
CAMEROUN
CÔTE D'IVOIRE
ÉGYPTE

24
ÉTHIOPIE
GAMBIE
KENYA
LIBERIA

26
MADAGASCAR
MALI

30
MAURITANIE
NIGER
NIGERIA
OUGANDA

34
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
SÉNÉGAL
SIERRA LEONE

36
SOMALIE
SOUDAN
SOUDAN DU SUD
TANZANIE

38
TCHAD
ZIMBABWE

BURKINA FASO

LOCALISATION
Ouagadougou, Orodara, Fada, Diapaga Ouahigouya, Kaya

OUVERTURE DE LA MISSION
2008

NOMBRE DE PERSONNELS
118

PERSONNES AIDÉES
706 367

En 2019, les besoins humanitaires du Burkina Faso ont considérablement augmenté en raison d'importants déplacements de la population, dans un contexte difficile caractérisé par une pauvreté extrême et un accès très limité aux services sociaux de base. Dans cette région particulièrement touchée de l'Ouest de l'Afrique, les résultats SMART indiquent un taux de prévalence de 7,5 % pour la malnutrition aiguë globale et de 0,8 % pour la malnutrition aiguë sévère.

Un total de 645 540 bénéficiaires ont été atteints en 2019. Nous avons poursuivi nos activités de santé et nutrition dans le cadre du projet PADI dans la région des Hauts-Bassins. Le projet a contribué à renforcer la résilience des communautés à l'aide d'évaluations de la vulnérabilité et des capacités, ainsi que de cartographies des zones à risque d'insécurité alimentaire. Il a été soutenu par Confluences, un projet de plaidoyer visant à renforcer les capacités des acteurs de la société civile en faveur de pratiques nutritionnelles saines.

La mission a lancé des projets d'urgence pour fournir des abris, des services d'eau et assainissement (EAH), une protection et un soutien en santé mentale aux populations déplacées et d'accueil. La mission a collaboré avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) sur un projet d'aide alimentaire en faveur des déplacés internes, et avec l'UNICEF pour la distribution de kits EAH et les interventions Wash in Nutrition. La mission a également élaboré un plan de préparation aux situations d'urgence et d'intervention pour identifier les principaux risques et les mesures à prendre en matière de surveillance et de préparation. Ce plan sera opérationnel en 2020.

CAMEROUN

LOCALISATION
Yaoundé, Batouri, Kousséri, Maroua

OUVERTURE DE LA MISSION
2014

NOMBRE DE PERSONNELS
192

PERSONNES AIDÉES
325 843

Le Cameroun traverse actuellement trois crises humanitaires. L'est du pays accueille les réfugiés de la République centrafricaine. La région de l'extrême nord subit les attaques de Boko Haram, ce qui entraîne des mouvements de population et affecte la prestation de services de base. Les régions anglophones sont en proie à un conflit permanent entre le gouvernement et les groupes armés anglophones.

À l'est, nous continuons d'apporter notre aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans les secteurs nutrition et sécurité alimentaire. À l'extrême nord, nous mettons en œuvre des programmes d'urgence en nutrition et santé, eau et articles non alimentaires pour répondre aux besoins humanitaires pressants dans la zone la plus touchée par les attaques, ainsi que des programmes pluriannuels visant à renforcer la résilience, la sécurité nutritionnelle et le bien-être des communautés au moyen d'interventions dans les secteurs santé et nutrition, eau, sécurité alimentaire, santé mentale et plaidoyer, ainsi que d'un soutien à la gouvernance locale. Un projet de surveillance de la sécurité alimentaire et d'alerte précoce a également démarré en 2019. En réponse à la détérioration de la situation humanitaire dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, nous avons distribué des articles non alimentaires aux populations déplacées et lancé des cliniques mobiles fournissant des soins de santé primaires et un soutien nutritionnel aux populations touchées dans les zones où les services de santé sont compromis ou inexistants. Nous consolidons notre stratégie basée à la fois sur des interventions d'urgence pour faire face aux effets des crises, notamment la crise du nord-ouest et du sud-est et la guerre contre Boko Haram, et sur des actions à moyen terme, pour accroître la résilience des populations, lutter contre les causes sous-jacentes de la sous-nutrition et promouvoir la cohésion sociale.

CÔTE D'IVOIRE

LOCALISATION
Abidjan, Korhogo

OUVERTURE DE LA MISSION
2002

NOMBRE DE PERSONNELS
29

PERSONNES AIDÉES
471 341

La Côte d'Ivoire est politiquement stable depuis la fin de la crise de 2010-2011. Des conflits ont toutefois récemment éclaté entre les manifestants et la police à la suite de l'arrestation de personnalités politiques de l'opposition. Le taux de pauvreté a atteint 46,3 %, et la nutrition reste un problème de santé publique majeur. En effet, 21,6 % de la population souffre de malnutrition aiguë chronique. Un accès limité aux services sociaux de base et une employabilité faible font également obstacle au développement durable.

En 2019, nous avons touché 471 341 personnes. La mission a continué de renforcer le système de santé ivoirien à travers le Programme de renforcement des systèmes et des services de santé (PROSSAN), qui suit une approche basée sur la communauté pour renforcer l'implication communautaire dans la gestion des centres de santé et les activités de prévention et de promotion. Le PROSSAN vise à améliorer la santé des populations vulnérables, dans les quartiers les plus pauvres d'Abidjan. En plus de renforcer les capacités des professionnels de la santé, nous avons réhabilité trois centres de santé et deux points d'écoute jeunes pour apporter un soutien aux jeunes souffrant de détresse psychologique.

La mission a également continué à mettre en œuvre des activités de soutien aux organisations de la société civile sur des projets de plaidoyer en matière de nutrition dans le cadre du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN).

ÉGYPTE

LOCALISATION
Louxor, Grand Caire

OUVERTURE DE LA MISSION
2015

Au cours des 10 dernières années, l'Égypte a traversé des périodes de volatilité politique qui ont affecté l'économie du pays, qui dépend en grande partie du tourisme et de l'agriculture. Des millions de Syriens réfugiés ont saturé la capacité de la région, environ 130 000 personnes ayant été forcées de fuir en Égypte. Le pays accueille des milliers de réfugiés et de demandeurs d'asile, non seulement en provenance de Syrie, mais aussi du Soudan, du Soudan du Sud, d'Érythrée, d'Éthiopie, d'Irak, du Yémen et de Somalie. L'afflux de réfugiés syriens nous a incité à ouvrir une mission en Égypte, afin de couvrir les besoins des plus vulnérables : les réfugiés syriens et communautés d'accueil touchées.

Nous avons commencé à intervenir en Égypte en 2015. Les projets en Égypte ont couvert un éventail de secteurs de façon cohérente, par exemple nutrition et eau, ou encore moyens d'existence et renforcement de la société civile. Ils ont tous été partagés et mis en œuvre aux côtés de partenaires locaux et soutenus par nos équipes, qui possèdent une expérience et une expertise technique dans plusieurs secteurs.

Malgré l'importante valeur ajoutée en matière d'aide humanitaire et de développement apportée par les organisations de coopération en Égypte, la disponibilité des financements et les mécanismes pour un engagement durable et une allocation à long terme des ressources ont posé de nombreux défis. Par conséquent, nous avons décidé de réduire nos activités et de clôturer la mission fin août 2019.

ÉTHIOPIE

LOCALISATION
Oromia, Somali, Amhara, Gambela, Benishangul-Gumuz, Dire Dawa

OUVERTURE DE LA MISSION
1985

NOMBRE DE PERSONNELS
590

PERSONNES AIDÉES
957 988

En 2019, l'Éthiopie a connu une période de développement sociopolitique positive. Parallèlement, des crises prolongées et aiguës ont continué de perturber la vie d'un nombre important et croissant de personnes, ce qui a provoqué une insécurité alimentaire et nutritionnelle généralisée et des déplacements forcés. Les catastrophes naturelles, les épidémies et les maladies animales ont contribué à l'augmentation des besoins humanitaires. En 2019, l'Éthiopie comptait 2,6 millions de déplacés internes et près de 700 000 réfugiés. 39 % de la population avait accès à des sources d'eau améliorées, et seulement 7 % à un assainissement sûr. 8,5 millions de personnes se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère et, parmi les enfants de moins de cinq ans, 37 % souffraient de malnutrition chronique et 7 % de malnutrition aiguë.

Nous avons réagi à plusieurs situations d'urgence au moyen d'une assistance multisectorielle intégrée comprenant le traitement de la sous-nutrition, un soutien en santé mentale, des services EAH, des programmes de genre et protection, un soutien à la sécurité alimentaire et des moyens d'existence d'urgence, et des activités de renforcement de la résilience. Nos équipes ont prévenu, détecté et traité des cas de sous-nutrition chez des mères de famille et des enfants réfugiés sud-soudanais. Nous avons mené un projet pilote innovant appelé l'approche Toddler Care Group pour réduire l'anémie chez les enfants réfugiés. Nous avons transféré des fonds d'urgence à 47 965 personnes, construit et réhabilité 37 points d'eau et distribué 112 516 kits EAH. Nous avons organisé des sessions de formation pour 21 284 mères de famille et enfants en bas âge. Enfin, nous avons fourni un soutien en santé mentale à 143 000 personnes.

GAMBIE

LOCALISATION
Banjul

OUVERTURE DE LA MISSION
2018

NOMBRE DE PERSONNELS
117

PERSONNES AIDÉES
94 976

La Gambie, petit pays fragile d'Afrique occidentale, est l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique. La majorité de la population est concentrée dans les centres urbains et périurbains.

Les principaux défis auxquels le pays est confronté sont liés au manque de diversification de son économie, à l'accès limité aux ressources, à une forte croissance démographique et au manque de création d'emplois.

Les données pour le Sénégal et la Gambie sont les mêmes car elles sont considérées comme une seule mission.

KENYA

LOCALISATION
West Pokot, Isiolo, Mandera, Samburu

OUVERTURE DE LA MISSION
2006

NOMBRE DE PERSONNELS
43

PERSONNES AIDÉES
2 020 648

Nous intervenons dans les terres arides et semi-arides du Kenya depuis plus de 15 ans, mettant en œuvre des programmes de santé et nutrition, eau et assainissement, et de sécurité alimentaire dans les comtés de Makueni, Mwingi Mandera, Tana River et Garissa, y compris des programmes pour les réfugiés dans les camps de réfugiés de Dadaab et les comtés de West Pokot, Isiolo, Bungoma, Trans Nzoia et Busia. La mission aborde les facteurs de la sous-nutrition, y compris les mauvaises pratiques en matière de soins et d'alimentation des jeunes enfants.

En travaillant aux niveaux des communautés, des comtés et du pays, nous renforçons les systèmes existants et améliorons l'accès aux traitements vitaux de la sous-nutrition. Après la dévolution du pouvoir du gouvernement, nous avons travaillé à renforcer les capacités des gouvernements des comtés à planifier et à mettre en place des interventions de qualité en utilisant les structures existantes. Nous sommes en train de mener une étude sur la prise en charge intégrée des cas au niveau communautaire. L'objectif est de combler les lacunes en matière d'accès aux soins de santé à l'aide d'aides-soignants communautaires formés pouvant traiter les affections courantes, servir de point d'accès au système de santé existant et assurer la continuité des soins dans les zones mal desservies, en particulier pour les bénéficiaires souffrant de sous-nutrition. Nous avons joué un rôle clé dans la mise en œuvre d'interventions d'urgence vitales lors de sécheresses et d'inondations. Actuellement, nous mettons en œuvre un programme d'intervention d'urgence principalement axé sur les secteurs nutrition, moyens d'existence et eau dans les comtés de West Pokot et de Mandera.

LIBERIA

LOCALISATION
Monrovia

OUVERTURE DE LA MISSION
1990

PERSONNES AIDÉES
308 032

Plus de la moitié de la population libérienne vit dans la pauvreté. L'épidémie d'Ebola de 2014 a précipité une crise économique prolongée, qui à son tour a créé de graves tensions politiques et sociales en 2019. Actuellement, 38,4 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire, 25 % de la population n'a pas accès à l'eau potable et 17 % seulement a accès à des services de santé de base. Bien que les taux de prévalence du VIH et d'Ebola aient diminué, les maladies diarrhéiques restent la deuxième cause de décès chez les enfants âgés de moins de cinq ans.

En 2019, nous avons touché 308 032 personnes au Liberia. La mission a poursuivi ses activités de santé et nutrition en mettant en œuvre un projet impliquant des interventions nutritionnelles directes ciblant les femmes et les enfants dans huit comtés sur 15 du Liberia. Le projet visait à améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires grâce à des interventions nutritionnelles directes à la fois dans les centres de santé publique et au sein des communautés. En partenariat avec l'Alliance de la Société civile SUN du Liberia (SUNCSAL), nous avons également poursuivi nos activités de plaidoyer en matière de nutrition.

Pendant l'été, la mission a lancé un nouveau projet en eau et assainissement dans les zones rurales de Montserrado afin de prévenir la propagation des maladies hydriques en améliorant la couverture en eau potable et l'accès à l'assainissement, ce qui comprend la construction de puits et de latrines dans les écoles.

MADAGASCAR

LOCALISATION
Antananarivo, Tuléar, Amboasary

OUVERTURE DE LA MISSION
2011

NOMBRE DE PERSONNELS
102

PERSONNES AIDÉES
85 195

Madagascar est classé 162e sur 189 sur l'IDH, 75 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. En 2019, l'île était le quatrième pays souffrant le plus de sous-nutrition au monde. Les conditions météorologiques extrêmes de l'île se sont intensifiées en raison du changement climatique, ce qui a augmenté la vulnérabilité alimentaire. L'insécurité alimentaire touche toutes les régions, en particulier celles du sud, qui ont un climat semi-aride et qui sont particulièrement exposées à des sécheresses sévères et récurrentes. En 2019, le manque de précipitations et le puissant phénomène El Niño ont conduit à la perte de 90 % des récoltes et placé plus de 60 % de la population en situation d'insécurité alimentaire.

À Madagascar, nos interventions sont axées sur une approche intégrée de la lutte contre la sous-nutrition, notamment en renforçant le système de santé. Nous avons poursuivi notre lutte contre la sous-nutrition en fournissant un traitement de la malnutrition aiguë, des soins psychosociaux de qualité et une supplémentation en nutriments aux plus vulnérables dans les zones urbaines, tels que les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Pour aider les populations à survivre et renforcer leur résilience face à l'aggravation des chocs climatiques, un programme transversal multisectoriel a été mis en œuvre comprenant des activités dans les secteurs santé et nutrition, eau et assainissement, et sécurité alimentaire. Nous nous employons également à renforcer les capacités de résilience locales et nationales à plus long terme, comme le montre la mise en œuvre d'un projet de réduction des risques et des désastres sur deux ans.

MALI

LOCALISATION
Gao, Kayes, Bamako, Kita, Tombouctou

OUVERTURE DE LA MISSION
1996

NOMBRE DE PERSONNELS
256

PERSONNES AIDÉES
541 921

La situation sécuritaire au Mali a connu un changement significatif en 2019. Les régions du centre et de l'est du pays ont fait l'objet de violences et de représailles ethniques, suivies d'une augmentation des attaques de groupes armés radicaux contre les soldats et les camps de l'armée malienne. De plus, avec la multiplication des coalitions internationales et des pays impliqués, le conflit devient de plus en plus international.

En 2019, la situation humanitaire s'est fortement dégradée : il y avait trois fois plus de déplacés internes que l'année précédente, et plus de 300 000 personnes avaient besoin d'une aide alimentaire. De plus, le gouvernement ayant perdu le contrôle de grandes parties du pays, la couverture des services de base a été réduite et l'accès des ONG limité.

Nos équipes s'emploient à répondre aux besoins urgents dans les régions du nord, de l'est et du centre du pays, où le conflit est particulièrement intense. Pour répondre aux besoins du pays de façon complète, nous avons également étendu nos activités au centre du pays (Segú, Sikasso), près de la région connue sous le nom de Liptako-Gurma, épicentre du conflit actuel.

ANALYSE PAR RÉGIONS EN AFRIQUE

CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE ORIENTALE

Dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Est, Action contre la Faim mène une campagne pluriannuelle dans laquelle nous appelons les gouvernements nationaux à intégrer le traitement de la sous-nutrition dans leurs décisions politiques et budgétaires.

L'un des objectifs de la campagne a été d'habiliter les mères à diagnostiquer la malnutrition aiguë et de former des agents de santé communautaires afin de traiter les cas sans complications.

La campagne *Band Together Against Hunger* a réuni les gouvernements et les donateurs pour augmenter les ressources destinées à la nutrition et pour responsabiliser les groupes engagés de tous les secteurs liés.

Le gouvernement somalien a réaffirmé son engagement de consacrer 3% de son budget aux services spécifiques de nutrition et 2% aux investissements dans le secteur de la santé nutritive. Un cadre commun de résolution en matière de nutrition a été élaboré avec l'implication des acteurs multisectoriels et le bureau du Premier ministre. Un partenariat à long terme entre Action contre la Faim, le cabinet du Premier ministre et l'Union Européen a été mis en place pour renforcer le mouvement d'amélioration de la nutrition en Somalie.

Au Kenya, en Ouganda, en Somalie et en Tanzanie, notre participation parlementaire et celle de divers autres acteurs impliqués ont permis que la priorité soit donnée aux ressources destinées à la nutrition.

En Tanzanie, nous continuons à travailler sur la création du profil de l'agent de santé communautaire soutenu par le gouvernement. Dans le cadre de ces efforts, nous avons réussi à réunir, à Londres, un parlementaire tanzanien avec des parlementaires anglais pour discuter des ressources nécessaires, à long terme, pour la nutrition et évoquer le rôle des parlementaires au niveau mondial.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

La région du Sahel en Afrique de l'Ouest est une de nos priorités en termes d'impact humanitaire. Nous travaillons pour aider à formuler les réponses politiques des gouvernements nationaux, pour réduire les niveaux élevés de sous-nutrition des enfants et pour lutter contre les causes de l'insécurité alimentaire dans toute la région.

Il est essentiel de faire entendre la voix de la société civile locale pour contrecarrer le modèle axé sur la sécurité des pays du G5 et du G7 du Sahel, et promouvoir la priorité d'accès aux services de base, les droits de l'homme, la résilience, l'agroécologie et la gouvernance inclusive.

Action contre la Faim agit en tant que facilitateur pour s'assurer que les organisations de la société civile sont en mesure de se réunir afin d'influencer les gouvernements. Cette approche place les populations locales au centre de notre stratégie de plaidoyer, en reconnaissant que ce sont elles qui comprennent le mieux les situations et ont la légitimité d'identifier et d'exiger les solutions adéquates. Nous soutenons les associations afin qu'elles atteignent également les publics mondiaux, comme la facilitation de l'implication d'une organisation partenaire malgache à l'Assemblée mondiale de la santé en 2019. Dans toute la région, en particulier au Mali et au Niger, cette approche a permis d'influer avec succès sur l'amélioration de l'accès des communautés aux services de santé.

Au Mali et au Niger, en tant que membres de l'Equipe Humanitaire du Pays, nous avons mené le dialogue bilatéral avec les autorités gouvernementales nationales et régionales et avec l'Union Européenne pour dénoncer les restrictions de l'espace humanitaire, comme l'imposition d'escortes armées au Niger.

MAURITANIE

LOCALISATION
Sélibabi, Bassikounou, Gorgol, Nouakchott

OUVERTURE DE LA MISSION
2007

NOMBRE DE PERSONNELS
203

PERSONNES AIDÉES
341 056

En 2019, l'insécurité alimentaire était le principal problème du sud de la Mauritanie, comme cela avait été prévu fin 2018. La saison des pluies a duré jusqu'en octobre, mais dans la plupart des cas avec une intensité faible par rapport à 2018.
Le soutien du gouvernement et des partenaires humanitaires a toutefois légèrement amélioré la situation. La situation sécuritaire est restée stable malgré les élections et le changement de président.

Pour la troisième année consécutive, et en particulier dans le sud du pays, les populations ont continué à faire face à une situation difficile en raison de la rareté des précipitations. Pour ce qui est de l'intervention humanitaire, nos équipes ont mis en place des mécanismes d'alerte précoce et renforcé leur présence dans le Hod El Chargi, la région orientale du pays, qui est celle où le plus de soutien est nécessaire.

NIGER

LOCALISATION
Tahoua, Niamey, Maradi, Diffa

OUVERTURE DE LA MISSION
1997

NOMBRE DE PERSONNELS
288

PERSONNES AIDÉES
747 746

Les zones frontalières du Niger avec le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria (respectivement les régions de Tahoua, Tillabéry et Diffa) sont restées en état d'urgence. Malgré les difficultés d'accès à la région frontalière du lac Tchad imposées par la situation sécuritaire, il est toujours possible et nécessaire d'intervenir dans la région.

Dans la deuxième moitié de 2019, nos équipes ont participé à l'intervention d'urgence dans la région de Maradi, où depuis août, environ 80 000 personnes ont fui l'insécurité et le conflit au Nigeria, de l'autre côté de la frontière (région de Sokoto).

En raison de la détérioration des conditions de sécurité, les autorités nigériennes limitent sporadiquement l'accès des organisations humanitaires aux zones frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria. Malgré cette situation, nous avons renforcé notre action en menant à bien une intervention d'urgence dans le secteur santé et nutrition, en particulier à Tahoua et Diffa.

NIGERIA

LOCALISATION
Abuja, Duste, Maiduguri, Monguno, Damasak, Damaturu, Potiskum, Fune

OUVERTURE DE LA MISSION
2010

NOMBRE DE PERSONNELS
588

PERSONNES AIDÉES
2 073 747

Après plus de 10 ans de conflit, la situation sécuritaire s'est aggravée et les risques pour les travailleurs humanitaires ont augmenté. Dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, 7,9 millions de personnes sur 13 millions (plus d'une personne sur deux) auront besoin d'une aide humanitaire. On estime que plus de 1,2 million de personnes se trouvent dans des zones inaccessibles aux ONG. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire est passé à 3,8 millions de personnes, et 1,1 million de femmes et d'enfants ont besoin d'un traitement contre la sous-nutrition ou de services nutritionnels immédiats.

En 2019, nous avons touché plus de 2 millions de personnes dans les États de Borno, Jigawa, Yobe et Kano. Nous avons continué d'investir dans des interventions en nutrition et santé pour offrir des services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile aux populations. Les programmes spécifiques à la nutrition et ceux en rapport avec la nutrition étaient au centre de notre approche. Nous avons continué à mettre en œuvre la stratégie Wash in Nutrition, des interventions en sécurité alimentaire et des moyens d'existence visant à lutter contre les causes profondes de la faim en abordant les problèmes de production, d'accès et de revenus au moyen de programmes d'urgence, de redressement et de résilience, d'une aide financière pour les personnes vulnérables à Borno et Yobe et d'une amorce de politique indispensable sur la protection sociale. De plus, un mécanisme d'intervention rapide nous a permis de répondre aux besoins urgents des nouveaux déplacés en articles non alimentaires et dans le secteur eau et assainissement.

OUGANDA

LOCALISATION
Kampala, Adjumani, Kyangwali, Kiryandongo, Yumbe

OUVERTURE DE LA MISSION
1995

NOMBRE DE PERSONNELS
224

PERSONNES AIDÉES
153 888

En Ouganda, nous menons des activités dans les secteurs nutrition, eau et assainissement, et sécurité alimentaire. Nous travaillons actuellement dans les districts d'Adjumani, de Yumbe (camps de Bidibidi et Lobule), de Kiryandongo et de Kibuuke (camp de Kyangwali).

Pour adapter nos interventions aux besoins de la population ougandaise et conformément au cadre d'intervention global pour les réfugiés dirigé par le Cabinet du Premier ministre, la mission a pu mettre en place des programmes de moyens d'existence et de nutrition sur plusieurs années. Nous sommes tout particulièrement en train de nous imposer dans le secteur moyens d'existence et résilience grâce à l'introduction du modèle de progression, qui fournit un ensemble d'interventions basées sur les vulnérabilités, les compétences, les actifs et la situation financière des personnes soutenues. Cette approche innovante produit déjà des résultats tangibles et suscite l'intérêt de différents partenaires en Ouganda. Elle a été lancée en 2018 et nous sommes en train de la développer.

Nous sommes le principal acteur du secteur de la nutrition en Ouganda, et le principal partenaire du PAM pour la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée dans tout le pays.

La mission a investi dans l'utilisation d'outils numériques et l'optimisation basée sur les données des programmes de moyens d'existence pour les petits exploitants, afin d'améliorer le système de production agricole et d'aborder la sécurité alimentaire, la nutrition et l'adaptation au changement climatique.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

LOCALISATION
Bangui, Bossangoa, Bouar, Alindao

OUVERTURE DE LA MISSION
2006

NOMBRE DE PERSONNELS
455

PERSONNES AIDÉES
342 516

Malgré un accord pour la paix et la réconciliation signé en février 2019, il reste quelque 600 000 personnes déplacées en République centrafricaine en raison du conflit armé et de l'insécurité. Plus de la moitié de ses 4,9 millions d'habitants dépendent de l'aide humanitaire. La sous-nutrition reste un problème majeur et l'une des principales causes de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.

En 2019, nous avons mis en œuvre des projets d'urgence pour répondre aux besoins humanitaires les plus pressants. Des équipes d'intervention rapide ont fourni des articles non alimentaires, une assistance en eau et assainissement, une aide alimentaire et un soutien psychosocial aux nouveaux déplacés dans trois préfectures du nord-ouest du pays. Des équipes mobiles de forage et de nutrition sont intervenues en urgence dans les secteurs eau et nutrition. De plus, des projets de santé, nutrition et santé mentale, eau et assainissement d'urgence ont été mis en œuvre dans la préfecture de Basse Kotto et à Bangui. Nous avons mis en place un programme de sécurité alimentaire à Bossangoa afin de renforcer la résilience des communautés vulnérables. Nous avons continué de collaborer avec l'université de Bangui pour renforcer les capacités en soins psychologiques du pays et avec le Centre pédiatrique de Bangui pour le traitement de la malnutrition aiguë et sévère chez les enfants. Pour soutenir le renforcement des systèmes de santé, un diagnostic majeur du système a été mené à Bangui. Nous avons effectué une analyse de la chaîne de valeur sur les chenilles à Bangui, une source majeure de protéines pour la population.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

LOCALISATION
Kinshasa, Kasaï, Kasaï-Central, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo, Kwango, Kwilu, Haut-Lomami

OUVERTURE DE LA MISSION
1997

NOMBRE DE PERSONNELS
472

PERSONNES AIDÉES
1 263 514

La population congolaise subit les conséquences de plusieurs décennies de mauvaise gouvernance et de conflits armés, en particulier dans les provinces orientales. L'extrême pauvreté, les déplacements de population, le manque de services de base fonctionnels et les mauvaises infrastructures ont entraîné l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. 15,6 millions de personnes avaient besoin en 2019 d'une aide humanitaire. Les épidémies de rougeole, d'Ebola et de choléra ont aggravé la situation.

Notre programme nutritionnel d'urgence nous permet de déployer des équipes d'intervention et de mener des enquêtes sur la nutrition, ainsi que de fournir une aide alimentaire aux familles vulnérables du Kasaï. En réponse à la grave crise humanitaire dans le territoire de Djugu en Ituri, nous avons mené une approche intégrée avec des projets dans les secteurs nutrition et santé, santé mentale et pratiques de soins infantiles, eau et assainissement, et aide alimentaire, ainsi qu'un projet d'intervention rapide multisectoriel dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. De plus, nous avons mis en œuvre des activités de contrôle et de protection contre l'infection au virus Ebola à Kinshasa et en Ituri, et nous sommes intervenus lors des inondations dans le sud du territoire de Libenge. Pour lutter contre les causes de la sous-nutrition, nous avons également mis en œuvre une intervention multisectorielle à plus long terme au Kasaï et au Kasaï central. Nous avons aussi mené une étude sur la résilience nutritionnelle dans la province de Kwango afin de mieux comprendre les facteurs déterminants de la sous-nutrition, les obstacles liés aux comportements des communautés et les vulnérabilités spécifiques liées au sexe.

SÉNÉGAL

LOCALISATION
Matam, Podor, Louga, Dakar

OUVERTURE DE LA MISSION
2012

NOMBRE DE PERSONNELS
117

PERSONNES AIDÉES
94 976

En 2019, les régions du nord du Sénégal ont connu une grave crise. Dans les trois départements du nord, où nous avons une forte présence, plus de 300 000 personnes ont été menacées par une insécurité alimentaire grave, entre juin et septembre.

Outre le soutien apporté dans le nord du pays, nos équipes ont continué à se concentrer sur la mise en œuvre d'initiatives de recherche telles que *SAM Photo Diagnosis*, ainsi que sur des projets d'emploi à Dakar.

Les données pour le Sénégal et la Gambie sont les mêmes car elles sont considérées comme une seule mission.

SIERRA LEONE

LOCALISATION
Freetown, Moyamba

OUVERTURE DE LA MISSION
1991

NOMBRE DE PERSONNELS
68

PERSONNES AIDÉES
70 754

En 2019, nous avons continué à mettre en œuvre notre programme multisectoriel visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des femmes en âge de procréer grâce à une prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë. Nous avons aussi accompagné de nombreux groupes de soutien aux mères de famille (dont des femmes enceintes et allaitantes) en organisant des activités d'amélioration de la nutrition et des pratiques d'hygiène, et des dépistages communautaires. Un volet sécurité alimentaire venait en complément.

Nous avons lancé en août 2019 un projet de renforcement de la prévention et de la gestion de la sous-nutrition. Les activités suivaient trois axes : l'amélioration des connaissances et des pratiques dans les services de nutrition, l'amélioration de la capacité à coordonner et à promouvoir ces services au niveau national, et la production de données améliorant la connaissance des meilleures pratiques pour lutter contre la sous-nutrition.

Lors des graves inondations de l'été 2019, nous avons lancé une intervention d'urgence comprenant la distribution d'eau, l'installation de réservoirs de stockage d'eau, la désinfection et la réhabilitation de points d'eau, et un soutien monétaire à 1 289 ménages.

Enfin, dans les zones rurales et urbaines de l'ouest du pays, la mise en œuvre du projet régional pluriannuel PROSSAN a débuté à l'automne 2019. Il vise à améliorer l'accès aux services de santé de base pour les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes.

SOMALIE

LOCALISATION
El Barde, Yeed, Hudur, Wajid, Garowe, Eyl, Mogadiscio

OUVERTURE DE LA MISSION
1992

NOMBRE DE PERSONNELS
251

PERSONNES AIDÉES
606 255

En 2019, nos programmes en Somalie ont touché 606 255 personnes, dépisté et traité 98 125 enfants, femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë, et fourni à 165 112 enfants de moins de cinq ans, femmes enceintes et mères allaitantes des consultations en soins de santé primaires pour améliorer leur santé et leur bien-être. Pendant la grave sécheresse de 2019, nous avons aidé 213 522 personnes vulnérables à accéder à de la nourriture et à des services essentiels grâce à des programmes de transferts monétaires. Les communautés ont également été soutenues par des programmes en eau et assainissement, dont la distribution de 14 706 kits d'hygiène, principalement à des femmes.

34 établissements de santé publics dans 25 districts et sept régions ont reçu un soutien pour fournir des consultations, des vaccins, des soins prénatals, des accouchements médicalisés, des soins postnataux et des services de nutrition. Des soins obstétricaux et néonatals d'urgence ont aussi été fournis. Nous continuerons à fournir un soutien technique, financier, en ressources et en approvisionnement au-delà de 2020.

Nous sommes l'un des principaux acteurs de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë dans le pays et apportons conseils et renforcement des capacités à d'autres initiatives de ce type. L'organisation dispose de trois des plus grands centres de stabilité de Mogadiscio. Nous fournissons un soutien et des conseils aux autorités sanitaires somaliennes afin de renforcer la surveillance nutritionnelle et les capacités en matière de collecte de données de routine, d'enquêtes et de surveillance sentinelle.

SOUDAN

OUVERTURE DE LA MISSION
2018

NOMBRE DE PERSONNELS
2

PERSONNES AIDÉES
58 612

Au Soudan, la crise économique actuelle a été exacerbée par des mois de troubles civils et d'incertitude politique. On estime aujourd'hui que 8,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et/ou d'une protection. La hausse des prix des produits alimentaires a également aggravé des niveaux déjà élevés de sous-nutrition, quelque 2,8 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë à travers le pays, dont 750 000 sont en situation de malnutrition aiguë sévère.

Le Soudan accueille aujourd'hui plus d'un million de réfugiés, dont quelque 850 000 sont originaires du Soudan du Sud. 70 % des réfugiés sud-soudanais vivent en dehors des camps, dans des endroits mal desservis où l'accès aux services de base est très limité. Les camps officiels sont situés dans les États du Nil Blanc et du Darfour oriental. De plus, il y a 1,86 million de déplacés internes.

En 2019, nous avons mis en œuvre un projet d'intervention d'urgence dans le Nil Blanc afin de prévenir d'éventuelles épidémies et de restaurer les biens des 1 800 femmes, hommes, filles et garçons touchés par les inondations dans la localité d'Um Remta.

SOUDAN DU SUD

LOCALISATION
Aweil Est, Gogrial Ouest, Gogrial Est, Fangak

OUVERTURE DE LA MISSION
1985

NOMBRE DE PERSONNELS
303

PERSONNES AIDÉES
508 987

Au Soudan du Sud, nous mettons en œuvre des programmes communautaires pour le traitement et la prévention de la sous-nutrition, ainsi que des activités eau, assainissement et sécurité alimentaire complémentaires. Membre actif du groupe consultatif stratégique du cluster eau et assainissement, nous jouons un rôle fondamental dans l'élaboration de politiques et de protocoles pour fournir des services en eau et assainissement, et un changement de comportement, et sommes pionnier dans l'intégration d'activités dans les secteurs eau et nutrition. Notre mission est de réduire le fardeau de la sous-nutrition de façon durable et de répondre aux urgences les plus graves du pays, en particulier à Aweil Est, Gogrial Ouest/Est et Fangak.

Le Soudan du Sud s'est joint à trois autres pays pour lancer un projet de recherche visant à évaluer l'incidence et les facteurs de risque de rechute des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère après leur rétablissement. Le programme d'urgence a mené sept enquêtes SMART à travers le pays. Un nouveau centre de stabilisation a été créé dans la zone difficile d'accès de Paguir. Nous avons construit des digues pour protéger les zones inondables d'Aweil East, et 71 kilomètres de routes d'accès communautaires pour relier la population aux écoles, aux centres de santé et aux marchés. Les foyers en situation d'insécurité alimentaire chronique ont reçu des intrants et des formations agronomiques pour accroître la production alimentaire et l'accès à la nourriture. Nous avons réhabilité 68 points d'eau, en avons construit quatre nouveaux et avons installé 22 latrines dans des centres de nutrition et 4 079 dans des maisons.

TANZANIE

LOCALISATION
Régions de Dodoma et de Singida

OUVERTURE DE LA MISSION
2015

NOMBRE DE PERSONNELS
7

PERSONNES AIDÉES
217 129

La mission en Tanzanie vise à améliorer la qualité et la couverture des services de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, ainsi qu'à renforcer les capacités des systèmes d'information sur la nutrition et de la gouvernance en matière de nutrition au niveau régional. La participation à des interventions en rapport avec la nutrition dans les secteurs sécurité alimentaire et eau en fait également partie.

Les zones d'intervention actuelles sont les régions de Dodoma et Singida. À Dodoma, l'accent est mis sur un projet de renforcement de la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë à travers la formation d'agents de santé, l'amélioration de la détection par les agents de santé communautaires et l'approvisionnement en fournitures et équipements de base. En outre, une intervention intégrée est menée dans les secteurs sécurité alimentaire et nutrition, avec des démonstrations de jardinage et de cuisine.

Dans la région de Singida, le projet LisheImara comprend une communication sur le changement de comportement social et une utilisation croissante des services de santé maternelle et infantile par les jeunes mères de famille et les enfants de moins de cinq ans. En 2016, nous avons activement soutenu le gouvernement tanzanien dans l'élaboration de son Plan d'action multisectoriel national pour la nutrition (NMNAP), en collaboration avec les autres parties prenantes : les principaux ministères concernés (Santé, Éducation et Agriculture), des agences de l'ONU et des ONG.

TCHAD

LOCALISATION
N'Djamena, Mao, Moussoro, Baga Sola, Am Timan

OUVERTURE DE LA MISSION
1982

NOMBRE DE PERSONNELS
302

PERSONNES AIDÉES
579 092

Le Tchad subit trois crises humanitaires majeures qui touchent environ 6,3 millions de personnes (près de 40 % de la population) entraînant insécurité alimentaire et sous-nutrition, mouvements de population, épidémies. Dans la province du Lac, 298 803 déplacés internes ont besoin d'une aide urgente.

En 2019, nous avons aidé les nouveaux déplacés dans la province du Lac à travers des activités eau et assainissement, et la distribution d'articles non alimentaires. Nous avons aussi mis en œuvre des interventions en nutrition et santé au Kanem et à Bar El Gazal dans la ceinture sahélienne, et dans la province du Logone Oriental sud. Les efforts pour soutenir le système de santé ont continué et de nouvelles approches centrées sur la communauté et visant à changer les comportements ont été lancées via des groupes de soins et des écoles de maris.

Pour soutenir nos activités de nutrition, des interventions WaSH in Nutrition ont été développées dans les structures de santé. Nos équipes ont aussi répondu à l'épidémie de choléra dans la province de Mayo-Kebbi Est. Des interventions de redressement rapide et de sécurité alimentaire d'urgence à plus long terme ont été déployées dans les provinces du Kanem, Bar El Gazal, Logone Oriental et Lac. Pour promouvoir l'agroécologie, des systèmes d'irrigation à énergie solaire et des écoles d'agriculture de terrain ont été mis en place. La mission a aussi mis en place un système d'alerte précoce et un mécanisme d'intervention d'urgence basés sur la communauté. Enfin, nous avons fourni une aide alimentaire aux personnes vulnérables en période creuse et offert des opportunités de travail contre rémunération.

ZIMBABWE

LOCALISATION
Harare

OUVERTURE DE LA MISSION
2002

PERSONNES AIDÉES
31 085

Le Zimbabwe est classé 150e sur 189 sur l'indice de développement humain. Selon le rapport ZimVAC de 2019, le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale était de 3,6 % et celui de la malnutrition aiguë sévère de 1,4 % au niveau national chez les enfants de moins de 5 ans. L'insécurité alimentaire a fortement augmenté en 2019, à la suite de plusieurs chocs économiques et climatiques destructeurs. Le secteur agricole a subi de lourdes pertes en raison du cyclone Idai et des sécheresses causées par le phénomène climatique El Niño. En raison de la situation agricole et macroéconomique actuelle, catastrophique, 38 % des Zimbabwéens avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence à l'automne 2019.

Avec nos partenaires, Africa Ahead Zimbabwe et Nutrition Action Zimbabwe, nous avons réagi au cyclone Idai en mettant en œuvre une aide alimentaire d'urgence et un projet de transferts monétaires dans la région de Chipinge, l'une des zones les plus touchées. Pour couvrir les besoins nutritionnels de base face à la sécheresse et à la crise macroéconomique qui sévissent, nous avons avec NAZ effectué des transferts monétaires supplémentaires. Ces projets sont venus en aide aux foyers qui avaient besoin d'une aide alimentaire en urgence. Nous avons distribué des kits d'assainissement d'urgence à 6 000 bénéficiaires pour prévenir la propagation de maladies et d'infections.

MOYEN-ORIENT

42

IRAK
JORDANIE
LIBAN
SYRIE

44

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ
TURQUIE
YÉMEN

IRAK

LOCALISATION
Erbil, Dohuk, Ninive

OUVERTURE DE LA MISSION
2013

NOMBRE DE PERSONNELS
162

PERSONNES AIDÉES
78 215

En Irak, on estime que 4,1 millions de personnes ont encore besoin d'une aide humanitaire, dont plus de 1,4 million sont basées dans la province de Ninive et près de 300 000 dans celle de Dohuk (*Humanitarian Needs Overview*, 2020), où nous sommes opérationnels.

Le conflit entre l'Irak et l'État islamique (EI) de 2014-2017, avec de multiples campagnes militaires pour reprendre le contrôle du territoire irakien, a entraîné plusieurs vagues de déplacements. Le temps passé sous le régime de l'EI et les campagnes militaires a accentué de nombreux problèmes rencontrés par la population, tels que des moyens d'existence limités, des logements et des approvisionnements en eau endommagés ou détruits, et une rupture de la cohésion sociale due aux hostilités passées entre différents groupes. Bien que le conflit avec l'EI ait pris fin, les conséquences de cette instabilité et de cette volatilité continuent d'affecter les groupes les plus vulnérables de la société irakienne.

En Irak, nous opérons principalement dans les secteurs sécurité alimentaire, santé mentale et eau-assainissement. Nous reconnaissons l'importance de l'intégration entre les secteurs. Par conséquent, un grand nombre de nos projets sont intégrés de façon à répondre aux besoins globaux du peuple irakien.

La mission en Irak a une présence établie à Mossoul, Dohuk, Sinjar, Sinune, Erbil et Bagdad. De plus, nous sommes en train d'ouvrir un nouveau camp de base à Bassorah, dans le sud de l'Irak, pour étendre notre couverture géographique et notre soutien au peuple irakien.

JORDANIE

LOCALISATION
Irbid, Azraq, Madaba

OUVERTURE DE LA MISSION
2013

NOMBRE DE PERSONNELS
113

PERSONNES AIDÉES
89 268

En 2019, la mission jordanienne a maintenu sa présence dans ses trois principaux secteurs : eau et assainissement, sécurité alimentaire, santé mentale et pratiques de soins infantiles. Elle disposait de trois bases pour les communautés d'accueil et les populations vivant dans des camps. La plupart des activités clés de 2018 se sont poursuivies en 2019, y compris les raccordements d'eau dans les foyers, la réhabilitation des installations hydriques au niveau des foyers et des institutions publiques, le travail contre rémunération, le renforcement du système de santé mentale et la sensibilisation à la conservation de l'eau, au tri et au recyclage des déchets, ainsi qu'à la stigmatisation liée à la santé mentale et aux voies d'orientation. La mission a également commencé à mettre en oeuvre ses premières activités axées sur l'agriculture dans le cadre d'un projet eau-assainissement et sécurité alimentaire intégré pour améliorer la résilience et l'optimisation de l'eau dans les communautés accueillant des réfugiés syriens et des Jordaniens vulnérables.

Nous avons continué à travailler en étroite collaboration avec des partenaires locaux et des organisations communautaires pour mettre en oeuvre des activités dans tous les secteurs, tout en visant à renforcer les capacités des acteurs locaux. La mission a commencé à élaborer une nouvelle stratégie nationale fin 2019 afin de s'aligner sur l'évolution du paysage humanitaire et du développement en Jordanie, ainsi que pour promouvoir la durabilité et garantir la transparence des interventions futures.

LIBAN

LOCALISATION
Beyrouth, Zahlé, Tyr, Ersal

OUVERTURE DE LA MISSION
2006

NOMBRE DE PERSONNELS
148

PERSONNES AIDÉES
165 864

La crise syrienne continue de générer des pressions politiques, sociales et économiques au Liban et place plus de 1,5 million de réfugiés dans une situation de vulnérabilité croissante. La majeure partie de l'année 2019 a été marquée par des stratégies visant à pousser les réfugiés à retourner en Syrie, bien que les conditions ne leur aient pas permis de le faire volontairement et en toute sécurité. La déclaration de l'état d'urgence économique par le Premier ministre a provoqué des manifestations massives dans tout le pays, ce qui a entraîné la chute du gouvernement et la paralysie de toutes les activités commerciales et de gestion.

Bien que des milliers de migrations aient été enregistrées du Liban vers la Syrie, elles n'ont pas été considérées comme ayant un impact significatif sur la situation dans les deux pays. Elles ont toutefois conduit à des mesures juridiques, y compris le démantèlement de certains camps informels, la déportation de personnes étant entrées illégalement sur le territoire libanais et des mesures de contrôle du travail illégal dans le pays.

Dans ce climat d'incertitude politique, économique et sociale, nos équipes ont maintenu des niveaux élevés d'intervention humanitaire. De la même manière, nos interventions à Bekaa et dans les régions du nord, ainsi que dans le sud du pays, ont été maintenues, l'accent ayant été mis sur les activités en alliance ou en consortium avec d'autres organisations, ainsi que sur le renforcement des relations avec les bailleurs de fonds institutionnels et les autorités locales.

SYRIE

LOCALISATION
Damas, Hassaké, Alep

OUVERTURE DE LA MISSION
2008

NOMBRE DE PERSONNELS
114

PERSONNES AIDÉES
1 350 694

En mars 2019, les États-Unis et les milices kurdes ont déclaré la défaite de l'État islamique pendant la campagne de démilitarisation dans le nord-ouest (Idlib), qui avait débuté fin 2018 et qui n'a toujours pas été achevée. Le premier semestre de l'année a donc été caractérisé par des conflits ouverts et d'importants déplacements de population à l'intérieur du territoire syrien. Le second semestre 2019 a été marqué par l'offensive turque dans le nord-est du pays, qui a conduit à la création d'une « zone de sécurité » le long de la frontière, ainsi qu'à des négociations entre les parties concernées et leurs alliés. Cette situation a engendré une nouvelle augmentation des déplacements de population et une diminution de la couverture des besoins de base dans les communautés touchées.

Les changements de contexte importants et les pressions croissantes au niveau régional pour le retour des réfugiés en Syrie impliquent que nos programmes doivent continuer à équilibrer les interventions d'urgence (distribution de fourrage, de vêtements chauds, de nourriture, d'eau des citernes, etc.) et les programmes visant à faciliter l'accès aux abris et aux services de santé et d'eau, ainsi que la sensibilisation aux mesures d'hygiène. Des programmes de santé et nutrition ont été mis en place grâce à une collaboration avec le ministère de la Santé.

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

LOCALISATION
Gaza, Hébron, Jérusalem

OUVERTURE DE LA MISSION
2002

NOMBRE DE PERSONNELS
67

PERSONNES AIDÉES
144 878

Le conflit entre Israël et la Palestine continue de générer des besoins humanitaires aigus parmi les populations palestiniennes de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est. L'impact humanitaire du blocus de la bande de Gaza et les divergences politiques internes entre les administrations de Cisjordanie et de Gaza sont toujours aussi graves.

La politisation de l'aide humanitaire a augmenté, car le gouvernement israélien interdit l'importation d'articles humanitaires spécifiques à Gaza et le Hamas impose des restrictions aux opérations humanitaires dans la bande. De plus, l'aide humanitaire est confisquée dans toutes les parties du territoire. Les élections israéliennes de 2019 ont conduit à une paralysie en raison de l'échec de la formation d'un gouvernement majoritaire. Cette situation alimente le climat d'incertitude et les tensions politiques. L'année 2019 a également été caractérisée par une augmentation considérable des tensions entre Gaza et Israël, avec une augmentation des affrontements armés début mai et en novembre.

Le blocus et les contrôles rigoureux de la mission et de ses activités par l'autorité de facto à Gaza ont conduit à une restriction de mouvement, qui continue d'affecter la mission aujourd'hui.

TURQUIE

LOCALISATION
Hatay, Mersin, Adana, Urfa, Diyarbakir, Batman, Mardin, Istanbul

OUVERTURE DE LA MISSION
2011

NOMBRE DE PERSONNEL
1

PERSONNES AIDÉES
Nos projets sont mis en œuvre par le biais de l'Organisation turque Support to life, c'est pourquoi nous ne pouvons comptabiliser les bénéficiaires directs.

Plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sont toujours installés en Turquie. Après plus de neuf ans de conflit, les besoins en soins des réfugiés augmentent et leurs mécanismes de survie sont au bord du précipice. Une petite partie d'entre eux (quelques milliers) vivent encore dans les sept camps restants ou dans des centres d'hébergement temporaire situés dans cinq provinces du sud-est de la Turquie. Les autres se trouvent dans des communautés d'accueil et beaucoup vivent dans de grandes villes, en particulier à Istanbul, Izmir, Bursa et Konya. En Turquie, les Syriens représentent 4,43 % de la population totale.

En 2019, nous nous sommes concentrés sur le renforcement de notre approche de partenariat avec *Support to Life (STL)*, notre homologue turc, notamment en mettant davantage l'accent sur la localisation. Cette approche découle d'un engagement de longue date avec STL, qui a débuté en 2011 avec une initiative conjointe d'intervention d'urgence à la suite du séisme dans la province de Van, et qui s'est transformé en un renforcement mutuel des capacités axé sur la crise des réfugiés syriens qui, depuis, implique la Turquie.

Support to Life est une organisation turque qui s'engage à soutenir les communautés touchées par des catastrophes et des urgences en s'associant avec des ONG humanitaires et des bailleurs de fonds. Nous travaillons en collaboration avec eux depuis 2011 et avons récemment commencé à analyser comment ce partenariat pourrait être calqué et utilisé en tant qu'exemple de localisation et de partenariat pour l'avenir.

YÉMEN

LOCALISATION
Hajjah, Hodeida, Aden, Lahj, Abyan

OUVERTURE DE LA MISSION
2013

NOMBRE DE PERSONNELS
277

PERSC AIDÉE
691 7

Le conflit entre les forces progouvernementales dans le sud du pays et les catastrophes naturelles dans d'autres régions ont complètement déstabilisé le pays et entraîné de nouveaux grands déplacements de population internes. La ville d'Hodeïda est toujours assiégée. Il est de plus en plus difficile d'accéder aux communautés vulnérables. Près de 24 millions de Yéménites ont besoin d'une aide humanitaire, et ce besoin est urgent pour 14,3 millions d'entre eux, soit une augmentation de 27 % sur un an. 238 000 personnes ont atteint le niveau 5 (famine) selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Environ 7,4 millions de personnes ont besoin d'un traitement contre la sous-nutrition, dont 2 millions d'enfants de moins de cinq ans.

En 2019, nous avons renforcé les capacités du personnel du ministère de la Santé publique et des services de santé afin d'améliorer le traitement de la malnutrition aiguë sévère. Les interventions dans le secteur de la nutrition ont touché 44 620 personnes dans tout le pays. 57 201 personnes au sein de foyers souffrant d'insécurité alimentaire ont reçu une aide sous la forme de transferts de fonds non affectés dans les gouvernorats d'al-Hodeïda, Abyan et Lahj. En termes de soutien financier, la priorité a été donnée aux foyers souffrant de malnutrition aiguë modérée.

Pour lutter contre l'épidémie de choléra, 36 658 personnes ont reçu de l'eau potable. Des interventions visant à promouvoir l'hygiène et à prévenir la propagation de la maladie ont également eu lieu au niveau communautaire. Dans les zones présentant des taux élevés de sous-nutrition et un accès limité aux services de santé, la priorité a été donnée aux interventions en eau et sécurité alimentaire.

ASIE

48

AFGHANISTAN
BANGLADESH
CAMBODGE
INDE

50

INDONÉSIE
MYANMAR
NÉPAL
PAKISTAN

52

PHILIPPINES

AFGHANISTAN

LOCALISATION
Kaboul, Ghor, Helmand, Badghis

OUVERTURE DE LA MISSION
1995

NOMBRE DE PERSONNELS
338

PERSONNES AIDÉES
324 668

En 2019, nous avons mis en oeuvre plusieurs projets multisectoriels au niveau national en Afghanistan afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables. La neuvième phase du projet d'intervention d'urgence, financé par ECHO, a commencé en avril. Ce programme répond aux besoins immédiats et potentiellement mortels résultant du conflit en cours en Afghanistan et des catastrophes naturelles régulières. Avec le soutien d'ECHO, de GAC et de SIDA, nous avons fourni des fonds non affectés à 24 351 bénéficiaires. D'autres interventions d'urgence ciblaient également les enfants souffrant de sous-nutrition aiguë et les personnes touchées par la sécheresse, en plus d'une intervention d'urgence pour l'hiver.

En Afghanistan, nous sommes reconnus pour notre expertise en matière de santé et nutrition. Nous déployons des équipes médicales mobiles et des équipes d'intervention rapide dans les zones difficiles d'accès. En 2019, ces activités ont bénéficié à 3 226 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et ont permis à 30 992 enfants de moins de cinq ans et à 3 665 femmes enceintes et allaitantes d'accéder à des consultations en soins de santé primaires. La santé mentale et le soutien psychosocial font également partie des services fournis par ces équipes médicales mobiles. En 2019, ces activités ont bénéficié à 36 340 personnes, dont 85 % étaient des femmes et des filles. Dans le Helmand, une unité d'alimentation thérapeutique a été mise en place pour soigner les enfants souffrant de malnutrition sévère.

BANGLADESH

LOCALISATION
Dhaka, Kurigram, Cox's Bazar, Satkhira, Barguna

OUVERTURE DE LA MISSION
2007

NOMBRE DE PERSONNELS
1 272

PERSONNES AIDÉES
1 079 414

Des afflux de réfugiés en provenance de l'État de Rakhine au Myanmar ont eu lieu en 1978, 1992, 2012 et 2016. L'afflux de loin le plus important a eu lieu en août 2017 : l'UNHCR estime que 615 500 réfugiés rohingyas ont fui vers le Bangladesh entre août et novembre 2017. En tant qu'acteur de premier plan dans le district de Cox's Bazar, nous menons, en collaboration avec nos partenaires, une intervention d'urgence multisectorielle massive pour répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil.

Nous mettons en oeuvre des activités de nutrition et santé pour dépister et traiter les enfants et les femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition sévère et modérée dans des centres accessibles à la fois aux communautés d'accueil et aux réfugiés. Nous estimons que 340 000 personnes réfugiées et des communautés d'accueil ont bénéficié d'activités dans le secteur sécurité alimentaire et des moyens d'existence. En 2019, nous avons distribué en moyenne 3 424 repas par jour.

Nous fournissons de l'eau potable aux réfugiés et aux communautés d'accueil grâce à la construction et à l'entretien de points d'eau et de latrines et à la distribution de kits d'hygiène. Nous avons mis en oeuvre une assistance et une protection pour les femmes et les filles rohingyas, ce qui a permis aux bénéficiaires d'accéder à des espaces sûrs et de bénéficier de services de santé mentale, d'un soutien psychosocial et de services de protection contre la violence sexiste.

CAMBODGE

LOCALISATION
Kampot, Preah Vihear, Kampong Thom

OUVERTURE DE LA MISSION
2013

NOMBRE DE PERSONNELS
43

PERSONNES AIDÉES
15 744

Malgré la croissance économique, un pourcentage important de la population cambodgienne vit à la limite du seuil de pauvreté. La sous-nutrition reste un problème de santé publique majeur. En effet, 32 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, 24 % présentent une insuffisance pondérale, 10 % souffrent de malnutrition aiguë et les carences en micronutriments sont très répandues. Le pays est également très vulnérable aux catastrophes naturelles, avec des inondations régulières causées par la mousson et des sécheresses localisées. L'accès limité et inégal à l'éducation et aux services de santé et le faible investissement dans les infrastructures publiques entretiennent l'insécurité alimentaire et la sous-nutrition.

Nous cherchons à améliorer les pratiques d'hygiène, de nutrition et de santé au niveau communautaire, familial et individuel, en nous concentrant notamment sur les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de deux ans. En renforçant les capacités des communautés et des acteurs locaux, nous nous employons à réduire la sous-nutrition et à atténuer les effets du changement climatique. En 2019, nous avons créé 1 422 comités locaux de gestion de l'eau, fourni un accès à des latrines et à des filtres à eau à 1 548 personnes, soutenu 1 747 groupes de soins entre mères, reçu 915 mères et pères de famille lors de sessions sur le genre et la nutrition, et développé 5 310 groupes communautaires axés sur l'augmentation de la sécurité alimentaire grâce aux banques de riz, à l'agriculture et aux potagers. Nous avons fait participer des familles à des démonstrations de cuisine, visité des foyers et fourni un soutien pour augmenter la sécurité alimentaire.

INDE

LOCALISATION
New Delhi, Bombay, Mumbai-banlieue, Jaipur, Baran, Dhar, Ratlam, Dharni, Palghar, Nashik

OUVERTURE DE LA MISSION
2010

NOMBRE DE PERSONNELS
184

PERSONNES AIDÉES
113 076

En 2019, nous avons développé de nombreux projets dans les secteurs nutrition, sécurité alimentaire et eau-assainissement en Inde. 755 enfants ont reçu une supplémentation thérapeutique pour la malnutrition aiguë sévère et 3 777 une supplémentation préventive. Au total, 4 532 enfants ont bénéficié de conseils et de visites à domicile et ont reçu un soutien pour lutter contre la sous-nutrition. De plus, le passage de la CMAM (prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë) au programme CMAM + 1 000 jours a renforcé la stratégie préventive et curative pour le diagnostic, le traitement et la prévention de la sous-nutrition.

Nous avons développé un projet multisectoriel comprenant une approche intégrée pour lutter contre la sous-nutrition à Dharni, dans le district d'Amravati (Maharashtra). Le projet tient compte des trois facteurs contribuant à la sous-nutrition : nutrition, sécurité alimentaire et eau.

Pour améliorer encore davantage l'impact de nos activités, nous avons renforcé notre collaboration avec le gouvernement local afin d'augmenter la coordination et de cultiver le sentiment de responsabilité commune dans la lutte contre la sous-nutrition. Le soutien à Poshan Abhiyaan (la mission nationale en matière de nutrition), en mettant l'accent sur la convergence et le renforcement du système gouvernemental, a augmenté notre portée dans les lieux d'intervention.

INDONÉSIE

LOCALISATION
Jakarta, Nusa Tenggara, Timur, Célèbes

OUVERTURE DE LA MISSION
1998

NOMBRE DE PERSONNELS
15

PERSONNES AIDÉES
15 505

La plupart de nos activités en Indonésie se concentrent dans les petites îles de la Sonde orientales, à l'est du pays, qui sont l'une des provinces les plus pauvres d'Indonésie.

Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale à Kupang est de 21,2 % chez les enfants de moins de cinq ans. Le taux de malnutrition aiguë sévère est de 3,9 %, ce qui dépasse largement le seuil de crise accepté par l'OMS (2 %). Par conséquent, notre stratégie et nos activités se sont poursuivies en 2019 pour lutter contre les causes immédiates et sous-jacentes de la sous-nutrition.

En 2019, nous avons poursuivi notre collaboration avec le ministère de la Santé d'Indonésie aux niveaux du pays, des provinces et des districts pour mettre en œuvre la deuxième phase du programme de santé intégré dans le district de Kupang. Cela a considérablement amélioré la prise en charge intégrée des maladies infantiles dans la région.

En 2019, le projet a lancé un manuel sur la prise en charge intégrée des maladies infantiles pour les étudiants en sciences infirmières, une première dans les petites îles de la Sonde orientales.

Notre bureau a dû fermer le 31 décembre 2019 par manque de financement à long terme pour soutenir nos activités, et aussi parce que la croissance des acteurs locaux a permis que ceux-ci n'aient plus besoin de notre soutien à long terme.

MYANMAR

LOCALISATION
Yangon, État de Kayah, État de Rakhine

OUVERTURE DE LA MISSION
1994

NOMBRE DE PERSONNEL
338

PERSONNES AIDÉES
89 807

La situation humanitaire au Myanmar se caractérise par une combinaison complexe de vulnérabilité aux catastrophes naturelles, d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de conflit armé, de tensions intercommunautaires, de déplacements, de trafic et de migration à risque. La situation est aggravée par la pauvreté chronique et les inégalités structurelles et discriminations sous-jacentes, fondées sur le sexe, le handicap, l'appartenance ethnique et la religion.

Selon l'Aperçu des besoins humanitaires 2020 publié en décembre 2019, plus de 985 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire au Myanmar. Parmi elles, 864 000 personnes sont confrontées à des problèmes critiques liés au bien-être physique et mental.

En 2019, nous avons soigné 5 327 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, 2 837 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et 865 femmes enceintes et allaitantes sous-alimentées dans neuf centres de programmes thérapeutiques ambulatoires de l'État de Rakhine. Nous avons également fourni des services de santé mentale et un soutien psychologique aux personnes en détresse.

Nous avons mené d'importantes activités de plaidoyer en raison de l'accès réduit à l'aide humanitaire pour la population touchée par le conflit.

NÉPAL

LOCALISATION
Nawalparasi, Saptari, Makwanpur, Rasuwa, Nuwakot, Rautahat

OUVERTURE DE LA MISSION
2011

NOMBRE DE PERSONNELS
25

PERSONNES AIDÉES
99 455

Nous avons commencé notre intervention au Népal en 2005, en mettant l'accent sur la satisfaction des besoins de la population touchée par le conflit. En 2011, nous avons lancé un programme de nutrition dans le district de Saptari. Le grave tremblement de terre de 2015 au Népal a conduit à l'intensification de nos activités dans cinq des 14 districts les plus touchés. En 2019, nous étions actifs dans les districts de Nawalparasi Est, Nawalparasi Ouest, Nuwakot et Rasuwa.

La prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, un programme national prioritaire, s'est poursuivie dans les districts de Nawalparasi Est et Ouest en 2019. Des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été pris en charge par ce programme dans 28 centres de soins thérapeutiques ambulatoires et deux centres de soins thérapeutiques hospitaliers. Les activités du secteur sécurité alimentaire et des moyens d'existence en rapport avec la nutrition (potagers, culture de champignons, volaille et prise en charge intégrée des hangars) se sont également poursuivies. Les activités de reconstruction et de réhabilitation en eau et assainissement financées par le DFID et mises en oeuvre dans les districts les plus touchés par le tremblement de terre, Nuwakot et Rasuwa, se sont achevées en décembre 2019.

PAKISTAN

LOCALISATION
Islamabad, Dadu, Ghotki, Khairpur, Matiari

OUVERTURE DE LA MISSION
1979

NOMBRE DE PERSONNELS
83

PERSONNES AIDÉES
276 182

Le Pakistan est très touché par le changement climatique. En 2019, le pays a été frappé par des tremblements de terre, de fortes précipitations et une sécheresse. Une grave sécheresse a sévi dans les provinces du Sind et du Baloutchistan, affectant 5 millions de personnes et dévastant l'agriculture. Par ailleurs, la province de Khyber Pakhtunkhwa traverse toujours une crise en raison des opérations militaires contre les milices dans les zones tribales, ce qui a entraîné des déplacements massifs de populations. Le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance dans le pays s'élève à 45 % (50 % dans le Sindh et 48 % à Khyber Pakhtunkhwa).

En 2019, nous avons poursuivi la mise en œuvre du Programme pour l'amélioration de la nutrition dans le Sindh avec le soutien de l'UE. Le volet nutrition se concentre sur le traitement de la sous-nutrition dans les établissements de santé et à travers la sensibilisation communautaire, et est soutenu par des sensibilisation pour dépister les enfants, un système de référencement pour leur suivi et des communications sur le changement de comportement pour améliorer les soins aux enfants, l'hygiène et les pratiques alimentaires. 44 797 enfants souffrant de malnutrition sévère ont été pris en charge. L'autre volet vise à renforcer la sécurité alimentaire des communautés dans les zones rurales. Dans le Sindh, nous avons aussi mis en œuvre un projet pilote de développement d'un fourrage résistant à la salinité pour faire face à la forte salinité des sols et à la pénurie d'eau dans le district de Thatta. Le projet aide les petits agriculteurs à réutiliser les terres agricoles qu'ils avaient abandonnées en raison de l'augmentation de la salinité. La sous-nutrition et le retard de croissance des adolescents étant un sujet d'inquiétude au Pakistan, nous avons lancé un projet innovant à Hyderabad (Sindh) pour sensibiliser les adolescentes à la faim dans quatre écoles.

PHILIPPINES

LOCALISATION
Manille, Zamboanga, Cotabato, Masbate, Tandag, Iligan

OUVERTURE DE LA MISSION
2000

NOMBRE DE PERSONNELS
123

PERSONNES AIDÉES
195 515

Suite à l'adoption, en 2018, de la loi pour l'autonomie de la région musulmane de Mindanao (Loi organique Bangsamoro), le territoire qui constitue la région autonome (Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao) a été défini cette année et le gouvernement régional de transition qui travaillera à créer les mécanismes de fonctionnement de la région jusqu'aux élections de 2022 a été formé.

Si l'ensemble de ce processus représente une avancée majeure pour le rétablissement de la paix à Mindanao, les attaques terroristes et les affrontements entre groupes armés et troupes régulières se sont poursuivis jusqu'en 2019. Dans ce contexte, notre travail s'est concentré sur les personnes touchées par les conflits armés et les catastrophes naturelles, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et les moyens de subsistance.

CARAÏBES & AMÉRIQUE LATINE

56

COLOMBIE
GUATEMALA
HAÏTI
NICARAGUA

58

PÉROU
VENEZUELA

COLOMBIE

LOCALISATION
La Guajira, Nariño, Putumayo, Córdoba

OUVERTURE DE LA MISSION
1998

NOMBRE DE PERSONNELS
153

PERSONNES AIDÉES
113 699

Plusieurs programmes humanitaires coexistent en Colombie. D'une part, l'intervention d'urgence due à l'impact humanitaire que les violences générées par différents acteurs armés, qui continuent de générer déplacements et confinement dans les zones rurales du pays, ont encore sur la population. D'autre part, la nécessité de travailler à la stabilisation de l'après-conflit et à la mise en oeuvre d'accords de paix qui comportent une série d'engagements dans les territoires, notamment ruraux, pour de meilleures conditions de développement et d'intégration des ex-combattants. Enfin, l'urgence humanitaire liée à la situation au Venezuela a généré le plus grand flux migratoire du continent. Les données officielles indiquent que fin 2019, plus de 1,63 million de Vénézuéliens vivaient en Colombie.

En 2019, nous avons touché 115 048 personnes, en concentrant nos activités sur les villes (y compris Bogotá) et les principales zones frontalières (Guajira, Vichada, Norte de Santander et Nariño) au service des migrants vénézuéliens et des communautés d'accueil. Nous avons donné la priorité à la santé et à la nutrition, en renforçant les institutions publiques. Nous avons également travaillé dans le domaine de la santé mentale et des premiers secours psychologiques au service de 3 287 personnes (67 % de femmes). En ce qui concerne la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, nous avons distribué des semences, fourni une aide alimentaire et mené des formations pour l'emploi et l'employabilité via l'approche « VIVES ».

GUATEMALA

LOCALISATION
Chiquimula, Zacapa, El Progreso

OUVERTURE DE LA MISSION
1996

NOMBRE DE PERSONNELS
68

PERSONNES AIDÉES
40 730

En 2019, l'Amérique centrale était toujours vulnérable aux chocs socioéconomiques, environnementaux et climatiques, ce qui a entraîné une insécurité et une instabilité politiques accrues. La migration de centaines de milliers de personnes en provenance des pays du triangle du Nord (Honduras, El Salvador et Guatemala) a été rendue particulièrement visible par les caravanes de migrants.

Un programme d'aide alimentaire financé par la Commission européenne a touché 18 188 personnes dans quatre départements de la région du Corredor Seco du Guatemala. Le programme a contribué à la prévention, à l'identification, au diagnostic et au référencement de 4 903 enfants de moins de cinq ans à risque de sous-nutrition, ainsi qu'au renforcement des capacités du personnel de santé et de la résilience des familles vulnérables aux crises alimentaires récurrentes.

Dans le département de Sololá, nous avons lancé un projet d'eau et d'assainissement qui bénéficiera à plus de 195 000 personnes dans 120 communautés. Les activités, qui dureront trois ans, sont axées sur le renforcement de la capacité à gérer les systèmes d'eau et d'assainissement communautaires et municipaux, notamment afin de les rendre plus efficaces et durables. En raison de l'augmentation des flux migratoires en provenance d'Amérique centrale, il est de plus en plus important de travailler sur la migration et le développement. En 2019, nous avons concentré nos efforts sur la réalisation d'études et de projets pilotes pour analyser les liens entre migration et développement dans les territoires d'origine où les flux migratoires sont élevés.

Les données pour le Guatemala et le Nicaragua sont les mêmes car considérés comme une seule mission.

HAÏTI

LOCALISATION
Nord-ouest, Artibonite, Grand'Anse

OUVERTURE DE LA MISSION
1985

NOMBRE DE PERSONNELS
159

PERSONNES AIDÉES
257 385

En 2019, les tensions politiques en Haïti ont empiré. La corruption, l'inflation, les gangs et les pénuries de carburant ont entraîné des manifestations. Le pays a été mis à l'arrêt à plusieurs reprises entravant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès à la santé, à l'éducation et à l'eau. La sécheresse persistante a beaucoup affecté l'agriculture. Les agriculteurs du département du Nord-Ouest ont connu de longues périodes de pénuries, avec moins de pluies et une production annuelle presque divisée par deux. L'analyse IPC publiée en octobre 2019 a révélé que 3,67 millions de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë. La malnutrition aiguë globale est passée de 4,6 % en 2012 à 6 % en 2019, et la malnutrition chronique globale est estimée à 22,7 %.

En 2019, nous avons effectué des transferts monétaires ayant bénéficié à 5 822 familles. Nous avons formé 201 mères à l'amélioration des pratiques nutritionnelles et à la détection précoce de la sous-nutrition, et celles-ci ont à leur tour formé 19 289 personnes vulnérables. Nos équipes ont construit ou réhabilité 95 latrines dans des écoles. Nous avons réhabilité 18 points d'eau dans les régions exposées au choléra et distribué 39 331 kits d'hygiène.

Depuis l'apparition du choléra, impliqué dans les efforts d'éradication de la maladie dans les départements de l'Artibonite et du Nord-Ouest, nos équipes réagissent rapidement aux cas suspects, font la promotion d'une bonne hygiène et d'un assainissement sûr, et travaillent à la création d'un marché pour les produits de traitement de l'eau fabriqués et achetés localement. Le dernier cas confirmé de choléra en Haïti a été signalé en février 2019.

NICARAGUA

LOCALISATION
Madriz

OUVERTURE DE LA MISSION
1996

NOMBRE DE PERSONNELS
68

PERSONNES AIDÉES
40 730

En 2019, l'Amérique centrale était toujours vulnérable aux chocs socioéconomiques, environnementaux et climatiques, ce qui a entraîné une insécurité et une instabilité politiques accrues. Au Nicaragua, la crise sociopolitique qui sévit depuis avril 2018 a eu des conséquences particulières sur les moyens d'existence d'une grande partie de la population et a contribué à la migration forcée et massive des jeunes. Dans ce contexte, les possibilités d'intervention de la société civile et des organisations humanitaires ont diminué.

En revanche, dans le cadre du champ d'activités prioritaires de nos partenariats public-privé dans la gestion des risques, nous avons réussi à positionner, en alliance avec des acteurs nationaux et régionaux des secteurs privé et public (y compris les offices de tourisme du Guatemala et du Nicaragua), la question de la résilience du secteur touristique centraméricain dans les domaines de la coordination et de la coopération intersectorielles.

Les données pour le Guatemala et le Nicaragua sont les mêmes car considérés comme une seule mission.

PÉROU

LOCALISATION
Piura, Puno, Ayacucho

OUVERTURE DE LA MISSION
2007

NOMBRE DE PERSONNELS
32

PERSONNES AIDÉES
5 385

En 2019, le contexte social, politique et économique du Pérou a été très instable. À la suite de la dissolution du Congrès, de nouveaux dirigeants ont pris le contrôle des gouvernements locaux et régionaux, la croissance économique a été réduite à moins de 3 % et la faim a augmenté, affectant désormais 9,7 % de la population. Le Pérou a reçu un flux constant de migrants en provenance du Venezuela, ce qui commence à générer des réactions xénophobes, les personnalités politiques, maires et ministres manifestant publiquement leur rejet de cette population. De plus, les médias ont lancé une campagne de criminalisation des Vénézuéliens, encourageant les citoyens à « se protéger » d'eux, et le gouvernement central a commencé à les expulser publiquement. Pendant ce temps, les citoyens vénézuéliens se plaignent de plus en plus souvent des pratiques illégales et abusives de leurs employeurs, qui les paient en dessous du salaire minimum ou ne leur font tout simplement pas de contrats.

En 2019, nous avons mis en œuvre un plan d'intervention global face à la situation d'urgence humanitaire résultant de l'arrivée de plus de 850 000 Vénézuéliens dans le pays (dont 80 % dans la métropole de Lima).

Nous nous sommes également employés à renforcer les capacités régionales, municipales et communautaires pour réduire les taux élevés de sous-nutrition infantile dans les zones rurales de Puno ou Ayacucho, ainsi que pour améliorer le taux d'emploi et l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes du nord de Lima.

VENEZUELA

LOCALISATION
Miranda, Carabobo, Aragua, Monagas, Táchira, Zulia

OUVERTURE DE LA MISSION
2018

NOMBRE DE PERSONNELS
9

PERSONNES AIDÉES
16 823

Le conflit politique a continué de donner le ton au Venezuela en 2019. Bien que les initiatives visant à encourager le dialogue politique se poursuivent et que l'on s'attendait à une solution démocratique aux différends entre le gouvernement et l'opposition, les discussions stagnent. Les conséquences socioéconomiques et humanitaires de cette impasse ont été le maintien et l'aggravation de la dégradation de la situation économique, qui a à son tour entraîné la hausse du chômage, une hyperinflation, le démantèlement de l'industrie et de la production et la dégradation de services tels que la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau potable et l'assainissement. Et tout cela a eu un impact significatif sur la qualité de vie de la population, avec une augmentation des besoins de base non satisfaits et des interventions humanitaires.

Au Venezuela, nous adaptons nos activités aux caractéristiques uniques de chaque territoire, en mettant l'accent sur l'égalité entre les sexes, en respectant et en prenant en compte les éléments culturels, et en cherchant à optimiser l'identification des personnes les plus susceptibles de souffrir de sous-nutrition. La priorité a été donnée aux enfants de moins de cinq ans, aux femmes enceintes et allaitantes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées atteintes de maladies graves. En raison du manque de chiffres officiels, nos partenaires locaux et nous avons mis en place différentes stratégies (enquêtes, journées de mesures anthropométriques, etc.) afin de disposer d'informations de qualité sur le terrain. Des informations qui nous permettront d'identifier les personnes les plus vulnérables et d'adapter nos interventions humanitaires à leurs besoins.

EUROPE

62

CAUCASE DU SUD
ESPAGNE
FRANCE

CAUCASE DU SUD

LOCALISATION
Gali, Tbilissi, Soukhoumi

OUVERTURE DE LA MISSION
1994

NOMBRE DE PERSONNELS
39

PERSONNES AIDÉES
8 667

Malgré une croissance économique récente, la Géorgie est toujours confrontée à une pauvreté généralisée due aux conséquences politiques et sociales de deux conflits (dans les années 1990 et en 2008), à une sécurité alimentaire précaire et à des taux de chômage élevés. Dans les dernières années, un parasite agricole invasif a considérablement affaibli les moyens d'existence de la population rurale, ce qui a engendré de lourdes pertes au niveau de la production agricole.

Les déplacés internes, les minorités ethniques, les personnes vivant dans des zones reculées, les femmes et les jeunes sont les plus touchés par ces problèmes. Le statut indéterminé de l'Abkhazie fait obstacle au développement durable et nous continuons d'aider les populations en fonction des besoins identifiés.

En 2019, nous avons poursuivi la mise à l'échelle et l'expansion de notre approche d'inclusion économique et sociale (navettes pour l'emploi et l'entrepreneuriat). Les participants au programme sont encadrés et aidés à accéder au marché du travail et à lancer leur propre entreprise dans toute la région du Caucase du Sud au moyen d'une mise en oeuvre directe et du renforcement des capacités d'autres institutions et ONG locales. Nous avons été en mesure d'améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en soutenant l'agriculture et l'économie : fourniture d'intrants aux agriculteurs vulnérables, création d'écoles de terrain et de centres de formation agricole pour dispenser des cours et des services d'encadrement aux agriculteurs, et soutien au service vétérinaire local et aux éleveurs.

ESPAGNE

LOCALISATION
Barcelone, Cáceres, Castellón de la Plana, Madrid, Malaga, Murcie, Oviedo, Santiago de Compostela, Pampelune, Séville, Tolède

OUVERTURE DE LA MISSION
2013

NOMBRE DE PERSONNELS
138

PERSONNES AIDÉES
5 781

En 2019, plus de 3 millions de personnes étaient sans emploi en Espagne. Le chômage, le taux de temporalité élevé, les bas salaires et d'autres conditions de précarité ont continué de rapprocher une partie de la population du cycle de la pauvreté et de l'exclusion. Et cela conduit à une insécurité alimentaire, les foyers sans revenus ayant réduit leurs dépenses alimentaires. Le principal objectif de notre mission en Espagne était donc de donner aux personnes les moyens d'accéder au marché du travail et d'améliorer leurs moyens d'existence.

En 2019, nous avons permis à 5 781 personnes de trouver un emploi ou de créer une entreprise. Les groupes sociodémographiques les plus concernés étaient les femmes (67 %), les chômeurs de longue durée (41 %), les immigrés et les groupes minoritaires (34 %) et les foyers dont tous les membres étaient au chômage (25 %). Le recours à des aides à l'emploi a dépassé les 45 % et la création d'entreprises les 15 %, et 85 % des entreprises sont restées actives la première année. Nous avons mis en oeuvre le modèle d'employabilité dans 35 % des prisons d'Espagne.

La stratégie de génération d'un réseau au niveau européen s'est élargie, avec 49 nouvelles entités en 2019 (183 nouveaux membres). Et au niveau international, le développement de l'axe technique de l'inclusion sociale et professionnelle impliquait une mise en œuvre dans les missions en Géorgie, en Arménie, en Azerbaïdjan, dans le Territoire Palestinien Occupé, au Pérou, en Colombie, au Nicaragua et au Sénégal.

FRANCE

LOCALISATION
Île-de-France

OUVERTURE DE LA MISSION
2019

NOMBRE DE PERSONNELS
4

PERSONNES AIDÉES
1 450

En 10 ans, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire en France a quasiment doublé. Pour beaucoup de personnes parmi les plus exclues ayant des besoins essentiels non couverts, il existe de nombreuses barrières : pas d'information, pas d'adresse fixe, pas la même langue, etc.

Fin 2019, nous avons ouvert une mission en France afin de répondre aux besoins croissants de ces populations. Nous agissons dans une dynamique d'appui et de complémentarité avec les acteurs déjà présents, qui travaillent auprès des plus précaires afin de leur garantir un accès aux droits et aux services pour couvrir leurs besoins de base. Notre action s'appuie sur notre expérience à l'international, et notre connaissance des contextes dont sont originaires certaines des personnes qui sont la cible des actions.

Ces interventions visent en premier lieu à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes les plus précaires. Nous veillons aussi à ce que l'accès aux droits et aux services de santé soit garanti pour tous, avec une attention particulière pour la couverture des besoins liés à la petite enfance et à la santé mentale. Nous intervenons là aussi en renforcement des capacités de détection et de prise en charge des acteurs ciblant les populations précarisées. Nous réalisons également des enquêtes terrain en lien avec nos partenaires pour documenter les besoins et recueillir les retours des bénéficiaires afin de proposer le meilleur accompagnement qui soi. Des sessions d'information ou d'orientation vers d'autres services ou acteurs sont aussi mises en place.

LOGISTIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION

82%

Part dévolue à la chaîne d'approvisionnement globale par rapport à la totalité des frais programmatiques de l'organisation.

146,5M€

de volume global de chaîne d'approvisionnement a été distribué.

2018: 151,1 M€

76%

du personnel d'Action contre la Faim est très satisfait ou satisfait des services logistiques fournis par l'organisation.

Les systèmes de gestion de la logistique et de l'information sont essentiels pour mener des actions humanitaires et de développement. Nous considérons que nos opérations doivent être soutenues par des processus de qualité, opportuns et efficaces.

Le système logistique est composé de plusieurs éléments qui soutiennent la gestion quotidienne. Il concerne principalement les chaînes d'achat et d'approvisionnement, la gestion des locaux et de la flotte, y compris la sélection des véhicules et des équipements, et les procédures nécessaires pour établir, gérer et surveiller une flotte de véhicules, en veillant à ce que les systèmes et les procédures respectent les exigences législatives et de sécurité. Il comprend également le développement des compétences nécessaires pour assurer un approvisionnement adéquat pour les opérations : accès à l'énergie dans les zones reculées, fourniture de dispositifs de production d'énergie (générateurs, panneaux solaires, onduleurs, etc.), remplacement des équipements et anticipation des besoins en matériel, gestion des déchets et mise en place de mécanismes d'intervention rapide.

En 2019, nous avons dépensé 146,5 millions d'euros par le biais de notre chaîne logistique et d'approvisionnement, soit une légère baisse de 3% par rapport à 2018.

Le volume a été partagé par 44 bureaux nationaux, trois bureaux régionaux (Moyen-Orient, Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest) et sept centres logistiques (Accra, Barcelone, Dubaï, Lyon, New York, Panama et Paris). En ce qui concerne le volume de la chaîne d'approvisionnement, les bureaux nationaux qui ont connu une forte augmentation en 2019 sont ceux du Pakistan (+356%), de Jordanie (+136%), d'Irak (+153%), du Yémen (+102%) et du Bangladesh (+52%).

Dans l'ensemble, les dépenses ont suivi la tendance à la baisse amorcée en 2017. La baisse de 2019 peut s'expliquer par la restriction des mouvements et les limitations de notre marge de manœuvre dans certains contextes d'urgence, comme au Nigeria (-10% par rapport à 2018), en Éthiopie (-29%), en Syrie (-35%), au Soudan du Sud (-39%) et au Mali (-77%). La tendance à la baisse du volume de 2017 à 2019 peut aussi être en partie attribuée à la fermeture des bureaux du Malawi et d'Égypte.

En 2019, 30 bureaux nationaux ont utilisé notre outil d'évaluation de la logistique (LAT4), avec un taux d'achèvement moyen de 70%. L'outil fournit une évaluation de la mise en œuvre de processus et d'outils logistiques standardisés, à l'aide de 19 indicateurs qui orientent nos équipes logistiques sur les performances actuelles. Le taux d'achèvement moyen a enregistré une légère amélioration par rapport à 2018. Cette augmentation peut être attribuée aux scores élevés enregistrés par les bureaux nationaux du Kenya (90%), du Soudan du Sud (93%), de Syrie (89%) et de Colombie (86%).

25 bureaux nationaux ont déclaré avoir utilisé des localisateurs de véhicules l'année dernière, contre 16 en 2018. Nous déployons progressivement des localisateurs afin de réduire les coûts en surveillant les mouvements des véhicules en temps réel. En 2019, en moyenne 57% des véhicules étaient suivis dans les pays utilisant des dispositifs de localisation (contre 25% en 2018). Les bureaux nationaux de Jordanie, du Kenya et du Nigeria ont indiqué suivre l'intégralité de leurs véhicules.

En 2019, certains bureaux nationaux ont mené à bien des améliorations et changements logistiques positifs. Le bureau du Kenya a augmenté de 20% le nombre d'accords-cadres signés par rapport à 2018, et le Soudan du Sud a conclu 24 accords-cadres qui ont permis de réduire les dépenses budgétaires tardives et contribué à la qualité des programmes et à leur exécution en temps opportun. La numérisation des processus a également permis de travailler avec des services de taxi en ligne. Par conséquent, les programmes nationaux ont réalisé des économies sur les coûts de taxi (ex : le Kenya).

ZOOM SUR

L'UNION FAIT LA FORCE : VERS UNE AIDE HUMANITAIRE PLUS EFFICACE. REGROUPEMENT DES RESSOURCES LOGISTIQUES

En 2019, le Réseau Logistique Humanitaire* (RLH), une alliance composée de plusieurs organisations humanitaires internationales, dont Action contre la Faim, a présenté un document dans le but d'exposer les axes de travail importants orientés vers des pratiques collaboratives.

L'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité sont au coeur du mandat du RLH. L'idée de ce document était de fournir une réponse potentielle au déficit de financement dans le secteur humanitaire car en 2018, seuls 60% des besoins humanitaires étaient couverts (avec un déficit de financement de près de 10 milliards de dollars dans les plans d'intervention humanitaire).

Le rapport est basé sur une évaluation des pratiques logistiques dans le secteur humanitaire et examine les progrès réalisés dans le secteur privé. L'analyse a montré que les pratiques doivent être développées davantage dans le secteur humanitaire, en plus de la nécessité d'accroître la collaboration entre les organisations et d'optimiser les ressources existantes. Ces pratiques pourraient optimiser l'utilisation des ressources et améliorer la qualité et l'efficacité des services logistiques dans le secteur.

Le document a été présenté lors de certains des principaux forums, tels que le Cluster de logistique international, la semaine des réseaux et partenariats humanitaires, le Forum Espace Humanitaire et ECHO Bruxelles dans le but de sensibiliser et de promouvoir une réflexion politique. À la suite de cette publication, les membres du RLH ont lancé une étude pour identifier les opportunités de développement du regroupement des ressources, notamment pour l'approvisionnement, à travers une structure dédiée. Les résultats seront présentés début 2020.

** Le Réseau Logistique Humanitaire (RLH) est un consortium créé en 2014. Son principal objectif est d'optimiser la logistique humanitaire et d'améliorer l'efficacité opérationnelle en développant une stratégie commune de partage des ressources, de plaidoyer et de partage d'informations. Le RLH est actuellement composé de 11 organisations humanitaires internationales, représentées par leurs directeurs et responsables logistiques respectifs. C'est également un forum de partage de connaissances et de bonnes pratiques en matière de logistique humanitaire.*

RECHERCHE, INNOVATION ET APPRENTISSAGE

33
PROJETS DE RECHERCHES
2018: 25

25
PAYS
2018: 25

58
PARTENAIRES
2018: 49

14,2 M€
VALEUR
DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE RECHERCHE EN COURS

Action contre la Faim est un leader en matière d'expertise technique d'innovation dans le domaine de la sous-nutrition. Notre plan stratégique international 2016-2020 décrit notre engagement envers la recherche, l'innovation et l'apprentissage dans nos opérations, ainsi que la garantie que tous les projets de recherche renforceront les approches pratiques de prévention et de traitement de la sous-nutrition. Ce chapitre met en avant nos progrès dans la réalisation de nos objectifs de recherche, d'apprentissage et d'innovation, ainsi que notre stratégie de recherche 2016-2020, qui se compose de trois axes de travail stratégiques :

- Prévention de la sous-nutrition
- Traitement de la sous-nutrition
- Efficacité de l'aide humanitaire et des interventions d'urgence

En 2019, Action contre la Faim a mené 33 projets de recherche. Le nombre de projets de recherche que nous avons menés ainsi que le volume financier global ont augmenté par rapport à 2018. Nos projets couvrent les secteurs et les pays dans lesquels nous opérons et collaborons avec différents bailleurs de fonds et partenaires pour produire les résultats nécessaires à la mise en œuvre d'interventions basées sur des preuves.

Nous avons mené des projets de recherche dans 25 pays, principalement au Sénégal et au Mali (cinq projets chacun). La plupart de nos projets de recherche ont été menés dans des pays d'Afrique (73 %, 24 projets dans 17 pays). Nos recherches en Amérique latine ont doublé par rapport à 2018, avec quatre projets en Colombie, au Guatemala et en Haïti. Le nombre de projets n'a pas changé en Asie (quatre projets au Népal et au Bangladesh), au Moyen-Orient (deux projets en Irak) et en Europe (un projet en Espagne).

En accord avec l'expertise technique et l'expérience d'Action contre la Faim, 82 % de nos projets de recherche ont une composante nutrition. De même, la majorité (67 %) des projets monosectoriels étaient axés sur la nutrition. Les trois quarts de nos projets étaient multisectoriels et abordaient les lacunes en matière de recherche dans les domaines de la santé, de la santé mentale et des pratiques de soins infantiles, et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, entre autres. Le domaine le moins fréquemment étudié est la réduction et la gestion des risques et des désastres, dans lequel nous n'avons que deux projets.

La valeur totale du portefeuille de recherche pluriannuel en cours d'Action contre la Faim s'élève à 14,2 millions d'euros, contre 12,9 millions d'euros en 2018. Sur ce budget total, 3,8 millions d'euros étaient destinés aux activités en 2019, contre 3,1 millions en 2018.

Nous avons collaboré avec 58 partenaires sur nos projets de recherche. Les institutions académiques et de recherche, qui collaborent avec nous sur 88 % de nos projets, continuent d'être nos principaux partenaires. Dans le cadre de notre collaboration avec des institutions académiques, nous avons soutenu 13 diplômes d'études supérieures pour 12 projets de recherche. Nous avons aussi établi des partenariats avec plusieurs organisations non gouvernementales, institutions publiques et privées, et agences des Nations Unies. Notre portefeuille de bailleurs de fonds a également augmenté. En 2019, nous avons reçu le soutien de 21 bailleurs de fonds, contre 17 en 2018 et 10 en 2017.

Un quart de nos projets de recherche ont une stratégie d'exploitation de la recherche entièrement développée et financée. Le nombre total de projets ayant une stratégie d'exploitation de la recherche entièrement développée (mais non financée) est restée similaire (70 %). Les progrès dans ce domaine doivent devenir une priorité de l'organisation afin de garantir que nous incluons l'exploitation de la recherche de manière proactive à toutes les propositions, et que nous réclamons et obtenons un financement pour les activités d'exploitation.

Nous avons réalisé 19 publications liées à nos projets de recherche. Un tiers de ces publications ont été évaluées par des pairs et tous ces articles sont publiés dans des journaux libres d'accès.

Nous continuons à donner la priorité à l'apprentissage et à l'innovation dans tout ce que nous entreprenons. Le plan stratégique international 2016-2020 souligne l'importance de faire de l'apprentissage un élément central de la culture d'Action contre la Faim.

Action contre la Faim a produit la huitième Revue annuelle d'apprentissage. Le document met en avant les principales conclusions de nos programmes dans le but de mettre à profit notre expertise et nos connaissances techniques. Les initiatives en matière d'apprentissage lancées en 2018, le Centre de connaissances et No Hunger Radio, se sont poursuivies en 2019. No Hunger Radio a diffusé une série de podcasts sur la Revue de recherche 2018, en montrant comment l'innovation et la recherche peuvent se chevaucher.

Pour placer l'apprentissage au cœur de notre organisation, nous avons lancé la semaine de l'apprentissage en avril 2019. Cette première édition comprenait des webinaires internationaux, des conférences et des podcasts dans tout le réseau. Cette semaine a contribué à renforcer la culture de l'apprentissage en offrant un espace pour apprendre aux membres du personnel.
Le groupe Facebook « Action Against Hunger's International Learning Community » a été créé à cette occasion et continue de permettre le partage de connaissances à travers l'ensemble du réseau.

PROJETS DE RECHERCHE ENREGISTRÉS
2018 : 40%

PROTOCOLES PUBLIÉS
2018 : 12%

APPROBATION DÉONTOLOGIQUE
2018 : 72%

FINANCES

450,2 M€
REVENU ANNUEL TOTAL
2018 : 424,5 M€

356,1 M€
FONDS PUBLICS AFFECTÉS
2018 : 332,7 M€

88,6 M€
SOURCES PRIVÉES
2018 : 82 M€

5,5 M€
AUTRES REVENUS
2018 : 9,8 M€

Le plan stratégique international d'Action contre la Faim 2016-2020 a pour objectif de générer un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros d'ici 2020. Atteindre cet objectif nous permettrait de multiplier nos interventions pour réduire la faim et la sous-nutrition et d'augmenter l'échelle et l'impact de nos activités. Un autre objectif pour 2020 est que le financement provenant de sources publiques représente 74 % des revenus totaux (370 millions d'euros) et que les 26 % restants (130 millions d'euros) soient obtenus grâce à nos relations et partenariats avec les secteurs public et privé. Ces deux objectifs nous obligeront à nous améliorer et à tirer parti de notre excellent bilan de manière innovante, ce qui permettra à Action contre la Faim de continuer à développer ses activités aux côtés de partenaires locaux, nationaux et internationaux, de bailleurs de fonds et d'organisations de la société civile du monde entier.

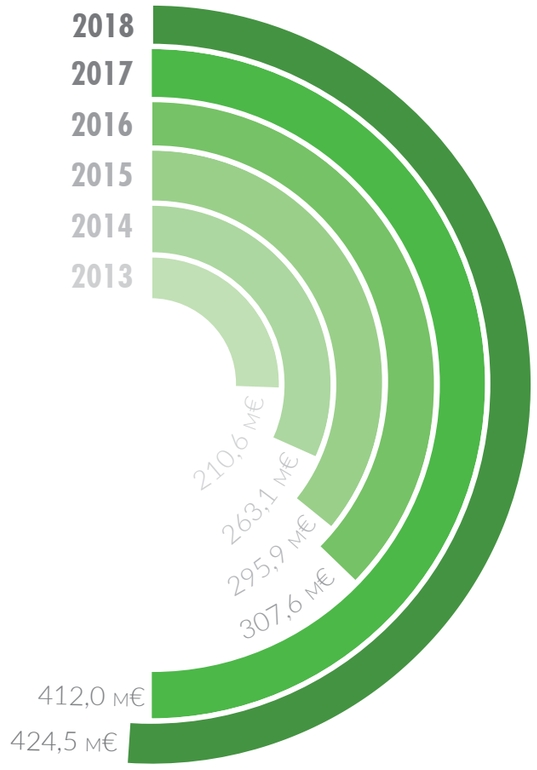
Le chiffre d'affaires de 450,2 millions d'euros en 2019 a battu tous les précédents records, dépassant celui de 2018 de 25,7 millions d'euros. Une augmentation de plus de 6 %. En 2019, il y a eu une augmentation à la fois des fonds publics et privés collectés, avec une hausse des revenus en provenance de sources publiques de 7 % et une croissance du soutien privé de 8 %.

Nous avons complètement changé la façon dont nous obtenions des fonds privés. Les collectes de fonds privés affectés ont globalement augmenté de 7,2 % par rapport à 2018. L'augmentation de plus de 40,7 % des fonds affectés des entreprises a toutefois été compensée par une diminution de 40,2 % des fonds individuels affectés.

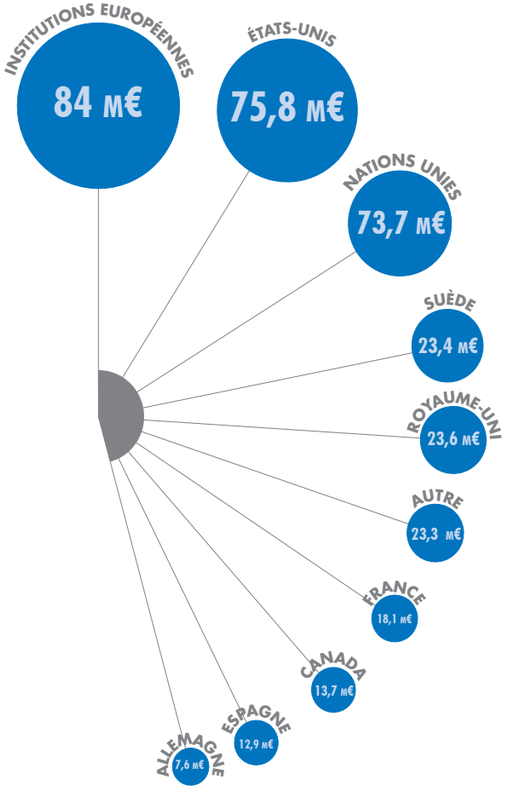
Les fonds non affectés restent notre principale source de revenus privés. En effet, ils représentaient 84 % du financement privé (74,4 millions d'euros) en 2019. Pour ce qui est des fonds non affectés, le montant issu des flux de revenus d'entreprises a augmenté de 14 %. Il y a eu une augmentation similaire des fonds individuels non affectés de 8,4 %. Les fonds non affectés continuent d'être un élément important de notre lutte mondiale contre la faim, car ils permettent de déployer des ressources de manière efficace, libre et rapide dans les zones où l'impact sera le plus important, tout en soutenant l'indépendance financière d'Action contre la Faim.

En 2019, le montant des fonds publics affectés recueillis par Action contre la Faim a augmenté de 23,4 millions d'euros par rapport à 2018, avec des revenus publics totaux s'élevant à 356,1 millions d'euros. Les organisations multilatérales, à savoir les institutions européennes et l'ONU, restent des bailleurs de fonds publics importants, les revenus collectifs issus de l'UE et de l'ONU ayant dépassé les 157,7 millions d'euros. Une augmentation de 15,4 % par rapport à 2018.

Les États-Unis sont restés notre principal bailleur de fonds public bilatéral pour la deuxième année consécutive. En 2019, les États-Unis ont généré des revenus de 75,8 millions d'euros, une légère baisse par rapport à l'année précédente.

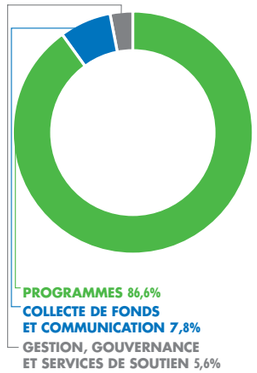


Recettes totales d'Action contre la Faim (en €), 2013-2019

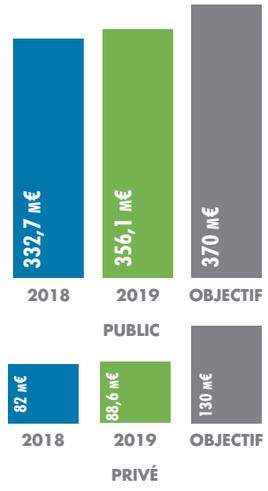


Revenus publics alloués attribués à Action contre la Faim, par sources des fonds, 2019.

Note : La liste des donateurs figurant ici n'est pas exhaustive et ne fait état que des contributions de plus d'un million d'euros.



Répartition des dépenses d'Action contre la Faim, 2019



Revenus d'Action contre la Faim provenant de donateurs publics et privés en 2018 et 2019, en millions d'euros, et objectifs 2020 fixés dans le Plan stratégique international d'Action contre la Faim 2016-2020.

Les revenus du gouvernement français ont augmenté de 7,7 millions d'euros en 2019 (de 10,4 millions d'euros à 18,1 millions d'euros) et le gouvernement espagnol a augmenté son financement de 117,4% (de 5,9 millions d'euros à 12,9 millions d'euros). De même, les revenus du gouvernement allemand ont plus que doublé en un an pour atteindre les 7,62 millions d'euros au total.

La hausse des revenus a permis à Action contre la Faim de mener à bien 654 projets en 2019, contre 473 en 2018. Action contre la Faim a enregistré des dépenses totales de 447,4 millions d'euros en 2019, contre 394,5 millions en 2018.

Pour chaque euro dépensé par le réseau d'Action contre la Faim, 86,6 centimes étaient dédiés à des activités programmatiques. 7,8 centimes étaient dédiés aux collectes de fonds et aux dépenses de communication, tandis que les services de gestion, de gouvernance et de soutien représentaient 5,6% de chaque euro dépensé.

Action contre la Faim progresse vers ses objectifs pour 2020, tels que définis dans le plan stratégique international 2016-2020.

- Le chiffre d'affaires de 2019 représente 90% de la cible de 500 millions d'euros pour 2020. Action contre la Faim devra recueillir 49,8 millions d'euros supplémentaires l'année prochaine pour atteindre l'objectif de 2020.
- Les fonds publics affectés en 2019 représentent 96,2% de l'objectif de 370 millions d'euros pour 2020, soit une différence de 13,9 millions d'euros.
- En 2019, les fonds privés représentaient 68,2% de l'objectif de 130 millions d'euros pour 2020, soit une différence de 41,4 millions d'euros.

TOUTES LES INFORMATIONS FINANCIÈRES INDIQUÉES ICI SONT PRÉLIMINAIRES, LES COMPTES ANNUELS VÉRIFIÉS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ FINALISÉS.

PLAIDOYER

Action contre la Faim utilise le plaidoyer en tant qu'outil important pour changer la façon dont la faim et la sous-nutrition sont perçues et traitées. Nos activités de plaidoyer tirent leur légitimité de nos opérations, de nos recherches et de notre travail direct auprès des communautés. Notre cadre stratégique de plaidoyer international 2016-2020 se compose de quatre objectifs de plaidoyer :

1. **Atteindre la sécurité nutritionnelle**
2. **Améliorer l'intervention humanitaire**
3. **Aborder les facteurs de la faim**
4. **Développer la capacité de plaidoyer**

Les trois premiers objectifs sont destinés à influencer les gouvernements et les institutions en fonction de nos priorités en termes de changements externes. Le quatrième concerne le renforcement de la capacité de plaidoyer de notre organisation et du mouvement global aux niveaux mondial, régional et national dans le but d'exercer une influence et de générer un changement.

S'EFFORCER DE BRISER LE LIEN ENTRE LA FAIM ET LES CONFLITS

DÉFENDRE UNE ACTION HUMANITAIRE FONDÉE SUR DES PRINCIPES

INTENSIFIER L'ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE POUR ERADIQUER LA FAIM ET LA SOUS-NUTRITION

NOUS PLAIDONS POUR LA RÉDUCTION DE LA SOUS-NUTRITION À TRAVERS LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

Le nombre d'enfants atteints de malnutrition aiguë sévère recevant un traitement a augmenté, les gouvernements et bailleurs de fonds donnant de plus en plus souvent la priorité au renforcement et à la reproduction des interventions rentables.

Action contre la Faim a travaillé en collaboration avec des gouvernements bailleurs de fonds, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne, afin de garantir que la nutrition soit une composante essentielle de ses stratégies et programmes d'aide. Nos actions ont inclus une influence sur la stratégie de la France pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, la mise en place d'un groupe de travail sur la nutrition au sein de l'Agence française de développement (AFD) et une contribution au développement de la stratégie du DfID britannique pour mettre fin aux décès évitables de mères et de jeunes enfants ainsi qu'à la stratégie pour l'enfance de la Coopération espagnole.

Dans les pays les plus touchés, le plaidoyer est essentiel pour parvenir à un changement durable. Nous avons travaillé en collaboration avec les gouvernements afin d'adopter des plans nationaux pour atteindre l'ODD 2.2 sur l'éradication de la sous-nutrition, ainsi que les objectifs en matière de santé et nutrition 2025 de l'Assemblée mondiale de la Santé, en particulier en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Tous les pays de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est ont élaboré des plans

d'action pour la nutrition et ont intégré la nutrition à leurs plans nationaux dans le secteur de la santé et à leurs cadres de soins de santé universels. Nos programmes nationaux soutiennent et coopèrent avec le mouvement *Scaling Up Nutrition* (SUN) et jouent un rôle de premier plan au sein des plates-formes SUN nationales et régionales. Nous constatons désormais également des tendances positives au niveau de l'allocation des ressources et de l'engagement politique en faveur de la nutrition.

En Inde, un projet de plaidoyer sur trois ans, « Construire un environnement propice à de meilleurs résultats nutritionnels en Inde », a valu à l'équipe le prix national « Relations publiques en action ».

NOUS AVONS LANCÉ UN APPEL À L'ACTION POUR BRISER LE CYCLE ENTRE LE CONFLIT ET LA FAIM.

Cela continue d'être au centre de l'initiative de plaidoyer mondiale en cours du réseau. En 2019, nous nous sommes associés à *Save the Children* pour organiser un atelier avec des agences de l'ONU, des gouvernements, des ONG et des universitaires à Londres. L'objectif était de développer des propositions visant à améliorer les rapports et responsabilités pour faire respecter la résolution 2417 de l'ONU sur le conflit et la faim.

Le rapport issu de cet atelier a été partagé lors d'un évènement de l'ONU à New York, pendant les journées de la protection des civils, au cours desquelles notre directeur pour le Nigeria a parlé des liens entre le conflit et la faim au Nigeria et a proposé des recommandations concrètes pour renforcer la mise en œuvre de la résolution.

Nous travaillons actuellement sur une « analyse causale entre violence et insécurité alimentaire » avec l'université du Pays basque. Le rapport, attendu pour 2020, comprendra une méthodologie à suivre et deux études de cas.

Les sanctions et les lois antiterroristes ont de plus en plus d'impact sur l'accès des personnes vulnérables à l'aide humanitaire. C'est pourquoi en 2019, nous avons intensifié notre action pour en mettre en avant les conséquences tant auprès des autorités nationales que des principaux bailleurs de fonds. Cela a contribué à garantir le respect du droit et des principes humanitaires dans la résolution 2462 du Conseil de sécurité sur le financement du terrorisme adoptée en avril 2019.

NOUS AVONS DÉFENDU LES ACTIONS HUMANITAIRES BASÉES SUR DES PRINCIPES.

Le milieu de travail des acteurs humanitaires évolue dans le monde entier, avec une augmentation de l'ingérence politique dans l'aide humanitaire, des restrictions d'accès et l'effacement des frontières entre les acteurs humanitaires et les responsables de la sécurité. C'est pourquoi nous faisons prendre conscience de ces défis à des acteurs clés, du Conseil de sécurité de l'ONU aux autorités locales, afin d'améliorer l'accès des populations à l'aide humanitaire et de mieux protéger les civils en situation de conflit.

Nous avons notamment influencé la stratégie humanitaire du ministère espagnol des Affaires étrangères pour y inclure des engagements spécifiques sur la protection des civils, l'accès à l'aide humanitaire et ses principes ; formulé une déclaration conjointe d'ONG lors d'une réunion ministérielle du Conseil de sécurité de l'ONU sur la protection du personnel humanitaire et médical ; et co-organisé une réunion d'information sur le Nigeria pour les États membres de l'UE.

Parmi les autres pays concernés figurent le Yémen, la Syrie, le Liban et le Territoire Palestinien Occupé. Nous avons contribué à améliorer l'accès à l'aide humanitaire en Syrie et dans certaines zones du Liban grâce au dialogue avec les autorités de facto libanaises, syriennes et kurdes, ainsi qu'à travers des activités de lobbying et des politiques générales partagées avec des bailleurs de fonds internationaux. Nous avons également contribué au suivi et à la prévention des mesures d'exclusion des réfugiés syriens au Liban au moyen d'actions collectives en collaboration avec la Commission européenne.

Dans le Territoire Palestinien Occupé, nous avons contribué à informer les États membres de l'UE de la réduction de l'accès humanitaire à Gaza et du transfert forcé de populations en Cisjordanie, ce qui a permis d'empêcher le transfert forcé de Bédouins dans les communautés de Khan Al Anmar.

Alors que la crise humanitaire au Yémen se poursuit, nous avons fait pression sur des gouvernements du monde entier, y compris la France, les États-Unis et le Royaume-Uni, seuls et en coalition, afin qu'ils éliminent les obstacles à l'accès à l'aide humanitaire et limitent la vente d'armes. Pour cela, nous avons mené différentes actions : rapports partagés, réunions d'information privées avec des décideurs politiques, coups médiatiques et points presse.

NOUS AVONS PRIS DES DÉCISIONS IMPORTANTES.

Dans tous les contextes, les hauts fonctionnaires, les parlementaires et les législateurs sont des cibles et des alliés essentiels pour nous aider à atteindre nos objectifs en matière de politiques.

C'est pourquoi dans tous nos sièges sociaux, bureaux régionaux et programmes nationaux, nous avons établi des relations avec des parlementaires, et nous rencontrons régulièrement des représentants des ministères des Affaires étrangères et du Développement.

Entre autres, cela nous a permis d'influencer la stratégie multisectorielle des États-Unis en matière de nutrition et la stratégie mondiale pour la sécurité alimentaire, ainsi que de soutenir la mise en place d'un nouveau groupe parlementaire multipartite sur la nutrition pour la croissance au Royaume-Uni. En Inde, notre siège social a organisé plusieurs ateliers avec des parlementaires et des législateurs.

Les équipes d'Action contre la Faim ont été entendues à plusieurs reprises au Parlement français et européen au sujet du Nigeria, du Yémen, de la vente d'armes, du « triple nexus », de l'application du droit international humanitaire, etc.

Nous travaillons également avec nos alliés dans le secteur, en jouant un rôle de premier plan dans des groupes de travail et des alliances clés tels que les plateformes de la société civile *SUN*, *Inter Action*, *Bond*, *Coordination Sud*, *VOICE*, *la CONGDE*, la Coalition pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les clusters mondiaux et les groupes de l'IASC, ainsi que la Coalition internationale pour le plaidoyer sur la nutrition (ICAN).

Des alliances qui nous permettent de mener des activités de plaidoyer lors d'événements internationaux importants.

Nous avons influencé les recommandations de la société civile (C7) pour les dirigeants du G7 en matière de santé, de sécurité alimentaire, de nutrition et de conflits, et nous avons participé au sommet du G7 en août 2019. Nous avons également participé à l'Assemblée mondiale de la Santé et aux discussions sur l'agroécologie au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) d'octobre, ce qui a entraîné la décision du CSA de développer une « boîte à outils » pour l'agroécologie en 2020.

Que ce soit en agissant seuls ou dans le cadre de ces alliances, nous avons organisé plusieurs activités de lobbying en 2019, notamment au Yémen, au Myanmar, en Syrie, au Sahel, dans le Territoire Palestinien Occupé, au Tchad et en République démocratique du Congo. Nous avons ainsi pu participer à plusieurs processus décisionnels, dont un dialogue de conformité entre l'UE et la Suisse sur les dérogations aux sanctions pour raison humanitaire en Syrie. Notre engagement vis-à-vis de partenaires tels que SIDA, ECHO et OFDA les a amenés à nous offrir un soutien pour promouvoir dans de nouveaux contextes l'utilisation d'un outil conjoint d'analyse de la vulnérabilité développé par le siège de Madrid et la mission en Syrie.

ACTION CONTRE LA FAIM
FRANCE

MERCI À L'ENSEMBLE DE NOS PARTENAIRES ET BÉNÉVOLES

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires qui se sont engagés à nos côtés et qui ont également associé leurs différentes parties prenantes. Des soutiens multiples et sous différentes formes qui permettent d'accroître l'impact des missions que nous menons.

BÉNÉVOLES ET PARTICULIERS

Nous remercions l'ensemble des bénévoles, au siège, en région et dans les délégations départementales, pour leur énergie et leur soutien sur des évènements et lors des prises de parole d'Action contre la Faim-France.

Merci également aux 1 500 établissements scolaires, à leurs équipes pédagogiques, aux 285 000 élèves et leurs familles pour leur mobilisation et investissement à nos côtés lors de la Course contre la Faim et du Dessin contre la Faim.

Un grand merci à nos 421 549 donateurs qui se sont mobilisés à nos côtés en 2019, portant la collecte issue des particuliers à près de 38 millions d'euros, incluant les dons de la Course contre la Faim.

ENTREPRISES, FONDATIONS ET ACTEURS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Chaque année, nos partenaires nous permettent de poursuivre nos activités, de les développer, d'innover grâce à leur soutien, au partage de leurs expertises, à l'implication et l'engagement de leurs parties prenantes. Nos partenaires jouent un rôle croissant dans la réponse aux besoins et leur mobilisation est essentielle. Nous les remercions chacun très chaleureusement pour leur engagement et leur mobilisation à nos côtés durant toute l'année 2019.

RÉPONDRE AUX BESOINS PRIORITAIRES

Souvent partenaires historiques et fidèles d'Action contre la Faim, leur soutien nous permet de répondre aux besoins prioritaires de nos missions. Un socle précieux. En 2019, nous avons notamment célébré 20 années de partenariat avec Système U. La mobilisation de leurs magasins, clients et collaborateurs a été inédite. En parallèle, le groupe Up qui nous accompagne depuis 10 ans à travers l'opération « Je Dej, Je Donne », nous a permis d'atteindre une collecte record de titres-restaurant. La sensibilisation des clients de nos partenaires nous permet également de réunir des dons essentiels pour nos activités. C'est ainsi que le Crédit Coopératif, grâce à ses produits de finance solidaire, ou Lagardère Travel Retail, grâce au don de ses clients en aéroport, contribuent au financement de nos activités.

AUSSI GRÂCE À L'EXPERTISE DE NOS PARTENAIRES

L'expertise et le savoir-faire de nos partenaires peuvent représenter des contributions déterminantes dans nos activités humanitaires. Leader du transport maritime, CMA-CGM a couvert 95 % de nos besoins en transport maritime pour l'envoi de traitement thérapeutique de la sous-nutrition, grâce à son opération « Conteneurs d'Espoir ». En 2019, 194 conteneurs ont été acheminés vers nos missions. Crossknowledge, qui développe des solutions d'apprentissage, est un de nos partenaires stratégiques puisqu'il favorise l'acquisition de compétences de 4 000 salariés d'Action contre la Faim dans le monde grâce à la mise à disposition d'une plateforme d'e-learning.

LA PRÉPARATION ET LA RÉPONSE AUX URGENCES

En 2019, les équipes d'Action contre la Faim ont répondu à 43 urgences et ont accompagné plus de 215 000 personnes dans des programmes de préparation et réponse aux urgences. Dans un contexte où les crises climatiques sont en croissance, la préparation des équipes et des populations est essentielle. Nous savons par ailleurs qu'1 € investi dans la préparation aux urgences permet d'économiser 7 € dans la réponse (PNUD 2012). En octobre, lors d'une conférence dédiée, nous avons pu souligner l'engagement de nos principaux partenaires sur cette activité : la Fondation Airbus (mise à disposition d'images satellite, de cargos ou d'hélicoptères : en 2019 au Niger, en République démocratique du Congo et à Madagascar) et Aquassistance (soutien de collaborateurs de Suez auprès des missions pour nous aider dans l'accès à l'eau lors d'urgences humanitaires).

L'ACCÈS À L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

Près de 40 % de nos projets ont une composante « E.A.H ». Au coeur de nos réponses pour lutter contre la faim, soutenir le développement des projets d'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène est un puissant levier pour faire reculer la sous-nutrition.
En 2019, nos partenaires ont joué un rôle majeur dans le développement de ces programmes.
Neuflize OBC nous a notamment permis de financer deux projets importants en République centrafricaine et au Népal. Au total, ce sont plus de 105 000 personnes sur 2 ans qui pourront recevoir des services d'assainissement et d'hygiène.
La fondation Suez nous a permis de cofinancer un projet d'accès à l'eau en Jordanie ; HSBC, un programme au Népal ; l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Nîmes Métropole, un programme au Cambodge.
Amundi, partenaire du Challenge contre la Faim depuis 2010, nous a aussi permis de soutenir des projets E.A.H. grâce à l'importante mobilisation de leurs collaborateurs.

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2019, nous sommes venus en aide à plus de 5 millions de personnes sur ces activités (mise en place de sessions de formation et d'éducation à la santé et à la nutrition, de formation à l'agroécologie, assistance alimentaire, soutien aux centres de santé, etc.)
Plusieurs partenaires ont soutenu nos programmes.
La fondation Prince Albert II de Monaco nous a notamment permis de financer un système de surveillance pastorale au Sahel. Plus de 100 relais d'information ont été répartis sur 5 pays (Mauritanie, Burkina Faso, Sénégal, Niger, Mali).
La Coopération Monégasque a cofinancé un programme de lutte contre la malnutrition chronique à Madagascar et un programme de lutte contre l'insécurité nutritionnelle des ménages vulnérables au Niger.
La fondation PSG a soutenu un projet de réponse à la sous-nutrition et à l'insécurité alimentaire à Madagascar.
Enfin, plus de 6 tonnes de médicaments ont aussi pu être envoyés au Cameroun et en République centrafricaine grâce aux dons de l'association Tulipe.

Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

PARIS SAINT-GERMAIN

Tulipe

bel for all for good

FONDATION PRINCE ALBERT II DE MONACO

SE MOBILISER EN FRANCE DANS LES TERRITOIRES

Nous remercions plus particulièrement tous les partenaires engagés à nos côtés grâce à des évènements sportifs (Lou Rugby, Fonds de Dotation FC Grenoble, Stade Rochelais, les 220 partenaires du Challenge contre la Faim répartis sur le territoire, le tournoi inter-entreprises de Pelote Basque), mais aussi les 21 Chefs qui se sont mobilisés dans le cadre de l'opération « Une Part en Plus » et qui défendent une alimentation de qualité, ainsi que tous nos partenaires qui nous sont fidèles depuis des années partout en France (la Ville de Puteaux, Seine Ouest Entreprise et Emploi, Jean Dubost, Etanchéité Toitures Services, Brioche Pasquier…).

CHALLENGE CONTRE LA FAIM | 2019

Une part en plus
ACTION CONTRE LA FAIM

PARTENAIRES TECHNIQUES

MERCI ÉGALEMENT À :

2IE / ACADEMIE DE L'EAU / AFD (AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT) / AGROLIGHT (RCI) / AGROPARISTECH / AQUASSISTANCE / ASK SIERRA LEONE / ASRADD (ASSOCIATION SAHÉLIENNE DE RECHERCHE APPLIQUÉE POUR LE DÉVELOPPEMENTDURABLE, TCHAD) / ATHA (ADVANCED TRAINING PROGRAM ON HUMANITARIAN ACTION) / BEIJING UNIVERSITY / BILL AND MELINDA GATES FUNDATION / BIOFORCE / BPHS AFGHANISTAN / BRIXTON COLLEGE / CARE FRANCE / CARTONG / CAWST (CENTER FOR AFFORDABLE WATER & SANITATION TECHNOLOGIES) / CCFD (COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT) / CDC (CENTRE OF DISEASE CONTROL ANDPREVENTION) / CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (NIGER) / CIAT / CIRAD (CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALEEN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT) / COE (COALITION EAU) / COFRA BANGLADESH / CONSEIL MONDIAL DE L'EAU / CONCERNWORLDWIDE / COPENHAGEN UNIVERSITY / CORNELL UNIVERSITY / CRESAR-CI / CRF (CROIX ROUGE FRANÇAISE) / CRISIS ACTION / DERBY UNIVERSITY (UK) / DOW UNIVERSITY OF HEALTH SCIENCES (PAKISTAN) / DUKE UNIVERSITY / EAUVIVE / ÉCOLE PASTEUR - CNAM / EMERGENCY NUTRITION NETWORK (ENN) / EPICENTRE / EPPI - CENTRE SOCIAL SCIENCE RESEARCH UNIT - UCL INSTITUTE OF EDUCATION / EPURNATURE / F3E / FAMINE EARLY WARNINGSYSTEM NETWORK / GJU (GERMAN JORDAN UNIVERSITY) / GHENT UNIVERSITY / GRET (GROUPE DE RECHERCHES ET D'ÉCHANGES TECHNOLOGIQUES) / GWC (GLOBAL WASH CLUSTER) / HANDICAP INTERNATIONAL / HARVARD HUMANITARIAN INITIATIVE / HYDROGÉOLOGISTES SANS FRONTIÈRES / ICDDR BANGLADESH / IFRC (INTERNATIONAL FEDERATION RED CROSS) / IFPRI (INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE) / IMC / INSERM / INSS (INSTITUT NATIONALEN SCIENCES DES SOCIÉTÉS, BURKINA FASO) / INSTITUT BIOFORCE / INSTITUT DE MÉDECINE TROPICALE D'ANVERS / INSTITUT PASTEUR / INSTITUTION FLAMANDE POUR LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE (VITO) / INSTITUTE OF PUBLIC HEALTH NUTRITION OFBANGLADESH (IPHN) / INTERNATIONAL LIVESTOCK RESEARCH INSTITUTE (CORNE DE L'AFRIQUE) / IRC (INTERNATIONALRESCUE COMMITTEE) / IRD (INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT) / IRSAT / IRSS (INSTITUT DERECHERCHE EN SCIENCES DE LA SANTÉ, BURKINA FASO) / JOHNS HOPKINS BLOOMBERG SCHOOL OF PUBLIC HEALTH / JOHN HOPKINS UNIVERSITY / JRC (JOINT RESEARCHCENTRE) / LARTES (LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR LES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES AFFILIÉ À INSTITUT FONDAMENTAL D'AFRIQUE NOIRE - UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP (IFAN- UCAD)) / LASDEL (LABORATOIRE OUEST AFRICAIN DE SCIENCES SOCIALES) / LIFESTRAW MYANMAR / LONDON SCHOOL OF TROPICAL MEDECINE / LOS ANGELES UNIVERSITY / MEDECINS DU MONDE / MINISTRY OF HEALTH OF LIBERIA / MONGOLIAN UNIVERSITY OF SCIENCE AND TECHNOLOGY / MONTREAL UNIVERSITY / MSUA (MONGOLIAN STATE UNIVERSITY OF AGRICULTURE, MONGOLIE) / MSF BELGIQUE / NCA (NORVEGIAN CHURCH AID) / NOX INGEDIA / NUTRISET / ODI / PFE (PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU) / PLATEFORME DE SERVICES DE YOPOUGON (RCI) / PS-EAU / RCI (CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE / RÉSEAU DES ORGANISATIONS DES ÉLEVEURS ET PASTEURS DU SAHEL (NIGER) / SAVE THE CHILDREN / SCHOOL OF MEDICINE / SCHOOL OF ORIENTAL AND AFRICAN STUDIES LONDON / SIERRA LEONE RESEARCH INSTITUTE (SLARI) / SOLTHIS /SWA (SANITATION & WATER FOR ALL) / TUFTS UNIVERSITY / UAPV AVIGNON / UCL (UNIVERSITY COLLEGE OF LONDON) / UCLAN / UNDP / UNICEF FRANCE / UNIVERSITÉ BAMAKO / UNIVERSITY OF COPENHAGEN / UNIVERSITÉ DE LA SORBONNE / UNIVERSITÉ DE LILLE1 / UNIVERSITÉ DE LOUVAIN / UNIVERSITÉ DU MICHIGAN / UNIVERSITÉ LUMIÈRE – LYON 2 / UNIVERSITÉ MONTPELIER / UNIVERSITÉ NIAMEY / UNIVERSITY OF ZIMBABWE / UNIVERSITY OF CENTRAL LANCASHIRE / UNIVERSITY OF TAMPERE / UNIVERSITY OF MONTREAL / UNIVERSITY OF VICTORIA BC-CANADA / UNIVERSITY OF WORCESTER / UNIVERSITÉ PARIS DESCARTES, INSTITUT DE PSYCHOLOGIE - PSYCHOLOGIE CLINIQUE, PSYCHOPATHOLOGIE, PSYCHANALYSE / URD / WAGENINGEN UNIVERSITY / WASH ACTION OF MONGOLIA (WAM, OULAN-BATOR, MONGOLIE) / WATERAID / WFP / WGI (WATER GOVERNANCE INITIATIVE OECD) / AVEC QUI NOUS AVONS COLLABORÉ SUR DES PROJETS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES.

Action contre la Faim
14/16, boulevard de Douaumont, CS 80060, 75854 Paris CEDEX 17
Tél. : 01 70 84 70 70 – Fax : 01 70 84 70 71

Association régie par la loi de 1901,
reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994
Commission paritaire n° 0714H86186 – ISSN1607-0569

Photographies : p1, 76 - © Khaula Jamil pour Action contre la Faim ; p3, 54, 68 - © Lys Arango pour Action contre la Faim ; p10 - © FTZStudio pour Action contre la Faim ; p15, 38, 65, 82 - © Christophe Da Silva pour Action contre la Faim ; p19 - © Toby Madden pour Action contre la Faim ; p20, 26, 32 © Lys Arango pour Action contre la Faim ; p40, 45, 47 - © Guillaume Binet/MYOP pour Action contre la Faim ; p53 - © Jean-François Perigois pour Action contre la Faim ; p60 - © Laurence Geai pour Action contre la Faim ; p63 - © Adrienne Surprenant pour Action contre la Faim

Conception : CommeQuoi ? / **Rédaction-révision :** © Action contre la Faim

SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.